

**VIOLENCES POLICIÈRES,
CHASSE AUX MIGRANT·ES,
DISCRIMINATIONS...**



**LE 17 MARS DANS
LA RUE CONTRE LE
RACISME D'ÉTAT**

Dossier

8 MARS

Pages 6 et 7

ÉDITO

Contre le poison de la division,
tous cheminotEs!

Page 2

PREMIER PLAN

SNCF, fonction publique: nous
sommes toutes et tous concernés

Page 2



ACTU POLITIQUE

Congrès du FN: Marine Le Pen
sans concurrence?

Page 4

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Thierry Jacquot
de la Confédération paysanne

Page 12



édito

Par OLIVIER BESANCENOT

Contre le poison de la division, tous cheminotEs!

Le gouvernement a décidé de frapper vite, et de frapper fort, sur la SNCF, ses salariéEs, mais aussi ses usagerEs. Et il se livre à une véritable opération de diversion en faisant croire que le problème de la SNCF, ce serait le statut des cheminotEs. Comme si c'était le statut des cheminotEs, et non des choix politiques, qui était responsable de la dette de la SNCF. Comme si c'était le statut des cheminotEs, et non des choix politiques, qui était responsable du prix trop élevé des billets. Comme si c'était le statut des cheminotEs, et non des choix politiques, qui était responsable de la dégradation du service public ferroviaire. Si les cheminotEs sont remontés, et si un mouvement de grève se prépare, ce n'est pas pour des histoires de « privilèges » ou des intérêts corporatistes. C'est parce qu'ils et elles connaissent les réalités du terrain, et savent que les projets du gouvernement vont détruire encore un peu plus leurs conditions de travail, leur outil de travail et, finalement, le service public ferroviaire, un bien commun, un bien précieux, qui ne devrait pas être soumis aux logiques de concurrence et d'austérité. Alors oui, c'est vrai que c'est galère quand on est coincé dans un mouvement de grève. Mais, parfois, il faut essayer de s'extraire de ça, et de réfléchir à ce qui nous attend, toutes et tous, pour la suite. Oui, on pourrait se dire: « Moi je vais pas bouger pour les cheminotEs parce que je n'ai rien à voir avec leur statut, je ne vais pas bouger pour les enseignantEs parce qu'ils ont trop de vacances, je ne vais pas bouger pour les chômeurEs parce qu'il y a des abus, les étudiantEs pourraient faire un petit effort avec les 5 euros d'APL, etc. » Mais le jour où on sera à son tour attaqué, il ne faudra pas s'étonner de se retrouver tout seul. On est touTEs les cheminotEs de quelqu'un d'autre à ce jeu-là. Si en tant que travailleurE, salariéE, chômeurE ou retraitéE, on commence à penser qu'unE autre travailleurE, simplement parce qu'il ou elle a un acquis social qu'on n'a pas, est unE privilégiéE, alors il ne faut pas oublier que tôt ou tard, on va être victime du même genre de discours. On vit dans un monde où ceux qui gagnent 150 000 euros par mois en exploitant les autres arrivent à convaincre ceux qui vivent avec 1500 euros que la cause de leurs problèmes, ce sont ceux qui vivent avec 2000 euros ou avec 500 euros! Et en haut, ça les fait bien marrer de nous voir nous jalouser des miettes. Alors il est temps qu'on se regarde, qu'on se reconnaisse, et qu'on relève la tête, ensemble, pour stopper ce gouvernement qui nous écrasera touTEs si on n'en finit pas avec le poison de la division.

BIEN DIT

« Je ne veux ni avocat ni représentation légale pour le simple fait que la détention administrative est une pratique illégale qui me prive de liberté. Il n'y a aucune charge contre moi et mon incarcération repose sur un dossier secret qui est contrôlé uniquement par les services de renseignements. Je ne veux pas participer à cette procédure dans ce lieu où la justice est la grande absente. »

SALAH HAMOURI, lors de sa comparution devant un tribunal de Jérusalem, le 1^{er} mars.

Parce que cette manifestation pourrait être le point de départ d'un mouvement de révolte contre toute la politique du pouvoir, politique raciste et policière en même temps qu'antisociale. Parce que cette manifestation se tient dans un contexte où ce pouvoir met en place la « police du quotidien », renforce les effectifs des flics et leurs pouvoirs dans nos rues, planifie un nouveau projet de loi ultra-répressif contre les migrantEs dans le même temps qu'il attaque touTEs les travailleurEs et notamment les cheminotEs.

Développer la révolte

Les familles d'Adama Traoré, de Lamine Dieng, d'Ali Ziri et de tous nos frères tués par la police se battent bien sûr pour la vérité et la justice, par dignité, mais aussi parce qu'elles savent dans leur chair ce que signifie le renforcement de la police et de ses pouvoirs dans nos rues et dans nos quartiers. Et les victimes de l'Assemblée des blesséEs sont là pour dire ce que cela signifie de plus en plus pour tout le mouvement social. Il faut tout faire pour que cette marche soit un succès. Parce que cette marche est la première manifestation nationale de rue contre le projet de loi asile-immigration qui criminalisera touTEs les étrangerEs et renforce la logique d'enfermement et d'expulsion. Il n'y a ni fond ni fin à cette logique qui justifie, associée au prétexte de la lutte antiterroriste, toutes les atteintes aux libertés. De se mouvoir, de circuler mais aussi de s'exprimer et de contester. D'exister tout simplement. Parce que cette politique tue, par milliers, en Méditerranée comme dans l'archipel des Comores, à Vintimille et à Calais. Qu'elle anonymise les mortEs. Et que nous en sommes tous et toutes défigurés. Parce que le succès de cette marche sera déterminant pour que la révolte se développe et que d'autres mobilisations soient appelées pour imposer le retrait total de ce projet de loi.

Construire les solidarités

Des étudiantEs occupent des locaux et des immeubles au côté des migrantEs à Lyon, Grenoble et Paris. Des sans-papiers tiennent des piquets de grève avec la CGT

Violences policières, chasse aux migrantEs, discriminations...

Le 17 mars, dans la rue contre le racisme d'État

Il faut tout faire pour que la marche des solidarités du 17 mars soit un succès.

LE GOUVERNEMENT INTENSIFIE SA LUTTE CONTRE LES MIGRANTS



dans la région parisienne. Des réunions et actions se tiennent dans de nombreuses villes contre le projet de loi. C'est ce qu'il faut faire converger. Il faut tout faire pour que cette marche soit un succès. Parce que les conséquences de cette politique se donnent à voir en Italie, avec la montée, sur la base du racisme et du nationalisme, des courants les plus réactionnaires et la résurgence publique du fascisme. Parce que des manifestations auront lieu ce 17 mars, contre le racisme et le fascisme, de Londres à Athènes et de Barcelone à Vienne. Parce que la marche se tiendra une semaine après le congrès du Front national à Lille. Alors que

des courants ouvertement fascistes se développent aux marges du FN et s'inspirent des succès de Casapound en Italie, ouvrent des locaux à Lille, à Lyon ou à Strasbourg. Parce que cette marche est l'antidote à construire, dans nos quartiers, dans nos lieux de travail. Il faut tout faire pour que la marche des solidarités soit un succès. Parce que les sondages publiés par la presse dominante donnent une majorité à ceux qui pensent que la politique du pouvoir est « trop laxiste », comme ils donnent une majorité à ceux qui sont pour la fin du statut des cheminotEs. Mais, outre les biais des sondages, on sait combien l'opinion peut changer lorsque les luttes cassent

les atomisations, construisent concrètement les solidarités et font converger les colères. Parce que la marche des solidarités se construit aussi dans les foyers de travailleurEs migrants dans nos quartiers. Et que les Chibanis ont gagné après plus de 10 ans de lutte contre la SNCF.

Réaliser l'unité de notre classe

La journée du 17 mars est suivie par celle du 22 mars. C'est une opportunité car il n'y aura pas d'unité de toute notre classe sans solidarité de lutte aux côtés de ceux et celles qui sont les premières victimes des violences de l'État et des discriminations racistes. Le 16 décembre, à Menton, un syndicaliste cheminot était intervenu lors de la manifestation de solidarité avec les migrantEs et pour l'ouverture des frontières. Au nom de ses camarades il avait dénoncé la « collaboration » de la direction de la SNCF à la politique de l'État: « Les similitudes entre ces agissements et une période noire de notre histoire nous consternent et créent de la colère. Nous sommes, pour la plupart, des héritiers de la Résistance, nous avons le devoir de dénoncer publiquement les injustices qui frappent des victimes de la guerre, de la famine et du réchauffement climatique ». Une coordination nationale de lutte contre les politiques anti-migratoires est appelée à Lyon le week-end suivant la marche. Il faut tout faire pour que la marche soit un succès. Pour qu'elle ait des lendemains qui chantent plus fort qu'ils ne pleurent.

Denis Godard

Appel à la marche: <https://blogs.mediapart.fr/marche-des-solidarites/blog/010318/appe-la-marche-des-solidarites-du-17-mars-0>
Page Facebook: <https://www.facebook.com/marche17mars/>

SNCF, FONCTION PUBLIQUE

Nous sommes toutes et tous concernés

Avec la publication du rapport Spinetta sur le transport ferroviaire, le gouvernement Macron lance une offensive visant frontalement les cheminotEs. Derrière cette attaque spécifique, c'est l'ensemble des services publics, mais aussi la fonction publique, les fonctionnaires et les usagerEs qui sont dans le viseur.

Après les ordonnances travail qui ont dynamité le code du travail, le gouvernement Macron poursuit son œuvre de démolition. Dans son viseur ces dernières semaines: les cheminotEs et le service public ferroviaire avec le désormais fameux rapport Spinetta. Et sur ce dossier encore, le gouvernement veut détruire rapidement les acquis de touTEs, en recourant une nouvelle fois aux ordonnances. En parallèle,

le gouvernement a également lancé la « modernisation » de la fonction publique avec la mise en place de la commission « CAP 22 » qui a pour but de supprimer 120 000 postes de fonctionnaires d'ici la fin du quinquennat. Ces derniers sont déjà montrés du doigt par le gouvernement, qui considère, tout comme le candidat Macron, que le statut de fonctionnaire est « inopportuniste », « trop rigide ». Et pour l'assouplir, les solutions sont toutes trouvées:

départs volontaires, recours accru aux contractuels, salaire au mérite... La commission Cap 22 doit rendre son rapport en avril et, soyons-en certain, il sera de la même veine que celui de Spinetta sur la SNCF.

Qui sont les privilégiés?

Pour gagner l'opinion publique dans la bataille politique qu'il vient d'engager, le gouvernement a décidé de dénoncer les « privilégiés » qui seraient responsables de la dette de la SNCF ou des dysfonctionnements des services publics: les cheminotEs et les fonctionnaires. Pour cela, tout y passe: la garantie de l'emploi, les salaires mirobolants, les retraites des cheminotEs comparées à celle des agriculteurs, etc. La machine de guerre est en marche, relayée par les

médias, les éditorialistes et les experts en tout genre pour mieux nous diviser. Et surtout aussi, pour éviter de parler du vrai projet de ce gouvernement: la privatisation du service public ferroviaire et, plus globalement, la casse des services publics et de la fonction publique.

Même pas peur

Ces dernières semaines, le gouvernement Macron est affaibli. En effet, de plus en plus de mécontents élèvent la voix et se font entendre, sans oublier les « couacs » de nombreux députés LREM ou membres du gouvernement dans les médias. Alors, après la loi travail XXL, casser le statut des cheminotEs et, ensuite, celui des fonctionnaires, serait une victoire politique essentielle pour le gouvernement. Il réussirait là où de nombreux autres avant lui ont échoué. Et pour cela, il est prêt à aller loin dans les divisions



Avant mai 68, la longue marche des femmes

À la veille de mai 1968, les femmes ont gagné des droits juridiques, mais elles sont loin de l'égalité, bien que leur rôle et leur place dans l'économie et la société se soient largement modifiés. Pendant la Première Guerre mondiale, les femmes ont joué un rôle économique à part entière, aussi bien dans l'industrie que dans les campagnes, ce qui a entraîné une évolution législative. Ainsi en 1915 les femmes disposent de l'autorité paternelle « pour la durée de la guerre » et, en 1917, une loi leur permet d'être tutrice et de participer au conseil de famille. Une commission de l'Assemblée nationale affirme le principe d'un vote des femmes, mais aux élections municipales seulement. Toutefois, une fois la guerre terminée, l'objectif est de faire que les hommes retrouvent leur place et leurs attributs de « chef de famille ».

Le droit de vote est enterré. Après trois débats parlementaires aboutissant à trois refus du droit de vote entre 1922 et 1939, ce n'est qu'à la Libération, en 1944, que le gouvernement provisoire de De Gaulle, qui a une légitimité à gagner, accordera par ordonnance le droit de vote et d'éligibilité aux femmes. Avortement et contraception sont réprimés par la loi. Partageant le combat des féministes bourgeoises pour le droit de vote, des militantes féministes radicales vont plus loin : Arria Ly et Madeleine Pelletier, première femme médecin interne, dénoncent la famille bourgeoise, militent pour une virginité choisie en appelant à une révolution sexuelle. Elles sont ciblées par les agressions sexistes et la répression, ce qui pousse Arria Ly au suicide en 1934. Madeleine Pelletier est internée de force dans un asile où elle meurt en 1939.

Une condition de subordonnées

Les femmes salariées participent aux mouvements de grève mais le plus souvent, comme en 1936, les hommes tiennent la direction des luttes même dans des secteurs majoritairement féminins. Ce n'est qu'en 1965 que la loi imposant l'autorisation du mari pour signer un contrat de travail ou ouvrir un compte en banque disparaît. Le combat n'est pas encore pour le droit des femmes à disposer de leur corps, mais pour choisir le moment et les conditions pour devenir mère. La création en 1956 de la « Maternité heureuse » qui deviendra le Planning familial en 1967, est une étape importante. Ce sera un des cadres de discussion et d'action pour défendre la suppression de la criminalisation de l'avortement et l'accès à la contraception. Combats qui se mènent également contre le PCF, Maurice Thorez écrivait dans *l'Humanité* en mai 1956 : « Il ne nous semble pas superflu de rappeler que le chemin de la libération de la femme

passé par des réformes sociales, par la révolution sociale et non par les cliniques d'avortement ». En 1967, la contraception est, avec des restrictions, enfin autorisée. Dans les années 1950 et 1960, les femmes prennent une place de plus en plus importante dans les industries, mais aussi dans les services qui se développent ; elles accèdent en plus grand nombre à l'enseignement supérieur. Mais la condition féminine demeure celle de subordonnées. Les interdits et les préjugés continuent de peser, y compris au sein du mouvement ouvrier, en raison soit du poids des traditions catholiques, soit (dans la CGT et le PCF) de la prédominance d'une vision qui réduit les femmes à des travailleuses et des mères et considère la lutte contre les oppressions spécifiques comme des diversions. Il faudra qu'apparaisse, non en mai 1968, mais en 1970, le mouvement autonome des femmes pour que ce modèle commence vraiment à être ébranlé.

Cathy Billard

Le chiffre 2 millions

C'est en euros le prix d'un passeport chypriote pour ceux qui en ont les moyens. Au Portugal, c'est au minimum 500 000 euros. Environ 90 États dans le monde vendent leur passeport et des « visas dorés » à ceux qui en ont les moyens. L'avantage ? Pouvoir circuler plus facilement pour certains (le Portugal et Chypre sont membres de l'Union européenne), et surtout frauder plus facilement le fisc. Les milliardaires russes sont parmi les plus intéressés. À l'heure où un peu partout s'organise la chasse aux migrantEs et réfugiés, bienvenue aux riches truands !



Agenda

Vendredi 9 mars, «Violences policières, chasse aux migrantEs: quelle solidarité?», avec Omar Slaouti, Strasbourg. 20h15, Maison des associations, 1 a place des Orphelins, organisé par le collectif D'ailleurs nous sommes d'ici 67.

Dimanche 11 mars, manifestation contre le congrès du Front national, Lille. 11h, place de la République.



Samedi 17 mars, «Le racisme d'État tue», Marche des solidarités à Paris. 14h, d'Opéra à Stalingrad.

ITALIE Retour sur les élections du 4 mars

Cinq années de politiques gouvernementales de centre-gauche, en complet accord avec le patronat et l'establishment des oligarchies européennes, expliquent l'esprit de revanche d'une bonne partie de l'électorat qui, par colère et par rancœur, a voté contre ceux qui ont gouverné, sans trop se soucier de l'outil politique utilisé.

Ces élections donnent la victoire à des forces politiques que l'on peut définir comme populistes et souverainistes, teintées de xénophobie et de racisme dans leurs composantes les plus extrêmes. C'est la coalition de « centre-droit » qui a obtenu le plus de voix (environ 12 millions, soit 37%) mais, dans cette coalition, il faut noter la perte d'hégémonie de Forza Italia (de Silvio Berlusconi) à l'avantage de la Ligue du Nord qui, avec ses cinq millions et demi de voix (18%), devient le parti majoritaire de la coalition, une avancée surprenante si l'on considère qu'en 2013 la Ligue du Nord n'avait obtenu que 4% des voix.

Le Mouvement 5 étoiles, 1^{er} parti
L'autre fait marquant concerne le Mouvement 5 étoiles. Ce mouvement, dirigé par Grillo et Di Maio, a obtenu à lui seul presque 11 millions de voix, soit 32,6%, devenant ainsi le premier parti



Di Maio, du Mouvement 5 étoiles, DR

d'Italie. Flexible et même ambigu dans ses formulations programmatiques et sa propagande électorale, il vient donc de faire le plein des voix. C'est un parti « attrape-tout », qui perce au Sud, rassemblant des mécontentements de provenances et d'orientations diverses contre les politiques néolibérales et la baisse des pensions ; il avance la demande d'un revenu citoyen, polémique contre les castes et les privilèges, et n'est pas dépourvu

d'ambiguïté envers les politiques d'accueil des migrantEs. Ces millions de voix fixent au groupe dirigeant du Mouvement 5 étoiles la tâche de reconstruire une Italie fondamentalement honnête. Ce vote implique un changement de posture des dirigeants du mouvement : ils devraient passer de la protestation envers le système à la proposition d'assumer le gouvernement du pays.

Une vraie gauche à reconstruire

La chute du Parti démocrate est au contraire irrésistible. Il est le principal pilier de la mini-coalition de centre-gauche qui, dans son ensemble, a obtenu près de 7 500 000 voix (23%), dont environ 6 millions sont allées au Parti démocrate (18,72%). Il y a cinq ans, le Parti démocrate, dirigé par Bersani, avait obtenu 8 640 000 voix (25,4%) : soit une perte sèche de deux millions et demi de voix. Ce

n'est pas seulement la défaite de Renzi mais aussi celle des gouvernements qui se sont succédé pendant cette législature, Gentiloni compris, bien que la bourgeoisie italienne, ces derniers mois, ait vanté ses mérites et ses succès dans la gestion des politiques libérales, à propos des questions fondamentales du droit du travail et de l'école. La défaite du Parti démocrate a entraîné avec elle tous ceux qui, dans le passé, en ont fait partie ou qui, d'une façon ou d'une autre, l'ont appuyé. Impossible pour Liberi e Uguali d'apparaître comme distincts du Parti démocrate après en avoir soutenu les choix, et déception par rapport à ses 3,37% de voix, score à peine suffisant pour franchir la barre pour avoir des éluEs. Potere al Popolo, liste de formation récente qui regroupe des mouvements sociaux et des organisations de la gauche anticapitaliste, a obtenu un résultat faible (environ 1,5%). On espère que cela pourra représenter le début de la reconstruction d'une vraie gauche, celle qui a commencé avec la constitution de la liste, tout en ayant conscience que le chemin sera long et difficile.

Diego Giachetti,
traduction Bernard Chamayou

et les peurs, comme en témoignent par exemple les déclarations de Darnain, ministre des Comptes publics, sur RTL, où il affirmait ne pas croire « un seul instant que des syndicats y compris la CGT qui sont responsables, qui connaissent leur outil de travail, qui aiment leur métier sont capables de prendre en otage les Français pendant de très longues semaines ». Il y a urgence à lui donner tort. Mais à l'heure où nous écrivons ces lignes, les organisations syndicales de la SNCF n'ont pas encore arrêté de journée de grève, seule la manifestation nationale du 22 mars (sans appel à la grève) est maintenue. À la même date, à l'appel de 7 organisations syndicales, une journée de grève et de manifestation de la fonction publique aura lieu, qui pourrait être aussi massive, sinon plus, que le 10 octobre. Mais une seule journée de grève ne fera en rien reculer le gouvernement : il

faut donc travailler dès aujourd'hui à la construction d'un mouvement d'ensemble sur la durée, et qui soit le plus large possible.

Les services publics: un enjeu de société, un enjeu politique

La lutte pour la défense de tous les services publics représente un enjeu de société : la défense d'un projet fondé sur la solidarité et la satisfaction des besoins sociaux contre une société basée sur le profit. Contre la société de la concurrence généralisée, la construction d'une société solidaire passe par la réappropriation publique des secteurs privatisés et leur mise en correspondance avec les besoins fondamentaux de la population. Faire des services publics un enjeu de société, un enjeu politique pour faire dérailler ce gouvernement : tel est l'enjeu de ces prochaines semaines.

Joséphine Simphon

LES ORDONNANCES DU BON DOCTEUR MACRON



l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoiimp@wanadoo.fr



VIOLENCES SEXUELLES

Les chiffres qui font mal

L'Ifop a publiée à 5 jours d'intervalle deux enquêtes sur les violences faites aux femmes : une première sur les violences d'une manière générale¹ puis une seconde sur le harcèlement au travail². Les chiffres viennent appuyer ce que les femmes ont dénoncé massivement sur les réseaux sociaux ces derniers mois.

Plus de la moitié des femmes ont été victimes de remarques déplacées, d'insultes ou de remarques sexistes, et 12% de viol. Sur ces dernières les conséquences sont importantes, allant jusqu'à la tentative de suicide pour 21% d'entre elles (contre 5% dans l'ensemble de la population).



DR

Harcèlement et violences au travail

Évidemment les violences ne s'arrêtent pas à la porte des entreprises : là aussi les chiffres font état de violences massives. Près d'un tiers des femmes ont subi au moins une fois une situation de violence au travail, en premier lieu du harcèlement verbal ou visuel, des gestes ou des remarques déplacées en particulier en rapport au corps. Les pressions pour obtenir un acte de nature sexuelle contre une promotion concernent 8% des femmes, les contacts physiques légers 11%, les attouchements 13%, etc. L'enquête met en évidence des profils qui aggravent les situations de violences. Parmi ceux-ci le fait d'être homo ou bisexuelles est très net. Les cadres et professions intellectuelles, les cheffes d'entreprise et les chômeuses sont également plus touchées. On peut imaginer que les ressorts des violences sont variables, mais l'enquête n'apporte pas d'éléments pour étayer des hypothèses. Ce qui est clair c'est que l'un des objectifs des violences est de maintenir les femmes en position d'infériorité. Un phénomène connu est chiffré dans l'enquête, à savoir la sous-estimation par les femmes des violences : seulement 22% estiment avoir eu à faire face à une situation de harcèlement au travail alors que l'enquête les chiffre à près d'un tiers...

Difficulté à parler, à agir

Dans la majorité des cas les femmes en ont parlé à quelqu'un, mais rarement à une personne susceptible d'agir, que ce soit des représentantEs syndicaux ou la hiérarchie (7 à 16% selon les cas). C'est aussi le cas en dehors du travail. Il faut dire que les situations économiques de dépendance ou de précarité des femmes les empêchent pour une partie d'entre elles de prendre ce risque. À cela s'ajoute, par exemple, le fait que 59% des violeurs qui ont fait l'objet d'une procédure juridique ne sont pas condamnés. On ne se sent pas très encouragées à dénoncer les violences... À l'occasion du 8 mars, toutes les organisations syndicales ont publié un communiqué portant un certain nombre de revendications concernant l'égalité professionnelle et la lutte contre les violences³. Nous devons nous saisir du 8 mars de cette année pour dénoncer en particulier les violences faites aux femmes sur leur lieu de travail en ayant conscience que les lois « travail », la dégradation des conditions de travail en particulier dans les services publics, etc., ne peuvent qu'aggraver les violences faites aux femmes.

Elsa Collonges

1 - http://www.ifop.fr/?option=com_publication&type=poll&id=3977

2 - <http://www.ifop.fr>

com/?option=com_publication&type=poll&id=3980

3 - http://cgt.fr/IMG/pdf/28_02_18_-_communiqu_e_intersyndical_8_mars.pdf

SANTÉ Service sanitaire, budgets des hôpitaux : l'offensive continue

Le 13 février le gouvernement annonçait l'ouverture d'une grande concertation sur la réforme du système de santé, autour de 5 « chantiers ». Pendant que se déroule cette parodie de « dialogue social », Agnès Buzyn, ministre de la Santé, continue de faire passer ses contre-réformes. Les deux dernières en date sont l'instauration d'un service sanitaire et la baisse des tarifs hospitaliers.

Le 26 février, la ministre de la Santé et celle de l'Enseignement supérieur annonçaient l'instauration, dès la rentrée 2018, d'un service sanitaire obligatoire, pour 47 000 étudiantEs en médecine, pharmacie, odontologie, ainsi que pour les futurEs sages-femmes, infirmierEs, kinés.

Service sanitaire : prévention ou travail gratuit ?

Pendant leur formation ces étudiantEs devront effectuer une période de « service sanitaire » : plusieurs semaines de travail gratuit au cours desquelles ils et elles mèneront des actions de prévention dans les établissements scolaires et universitaires.

C'est la concrétisation d'une promesse de campagne de Macron. Elle prétend mettre en œuvre la « révolution de la prévention » annoncée par le candidat d'En Marche.

Réorienter le système de santé vers la prévention, s'attaquer aux causes des maladies pour les éviter devrait, en effet, être une priorité. Mais la réponse apportée par le gouvernement tient du gadget. Une prévention efficace suppose une action, dans la durée, de professionnels formés, travaillant quotidiennement auprès du public concerné. Elle devrait être le fait du service de santé scolaire et universitaire, aujourd'hui délabré.



DR

On comprend mieux où le gouvernement veut en venir quand les deux ministres annoncent que le service sanitaire ne se limitera pas à l'école et à l'université. Il a vocation à s'étendre aux prisons, aux EHPAD, aux structures médico-sociales où sévit une pénurie dramatique de professionnels de santé, ainsi qu'aux entreprises, où la médecine du travail est en cours de démantèlement selon le souhait du MEDEF.

L'exemple des EHPAD

L'exemple des EHPAD aujourd'hui sous les feux de l'actualité est particulièrement éclairant. Les personnels et les familles dénoncent le sous-encadrement

chronique et exigent la présence d'un agent pour un résident, alors qu'il est actuellement inférieur à 0,6 pour 1 en moyenne.

Il suffira d'y envoyer des étudiants en santé, pendant leur service sanitaire, sous couvert de prévention, pour que le « taux d'encadrement » augmente brusquement, sans qu'aucun salarié ne soit recruté. La suppression des emplois aidés (précaires mais quand même rémunérés) pourra être ainsi « compensée » par une main-d'œuvre entièrement gratuite.

Cette mesure préfigure le remplacement, sur le mode anglo-saxon de professionnels formés et qualifiés par des « aidantEs » familiaux, des

bénévoles ou des professionnels astreints à des périodes de travail gratuit. Cette régression touchera en premier lieu les femmes, les emplois supprimés étant avant tout des emplois féminins, et les aidantEs et bénévoles qui les remplaceront étant aussi majoritairement des femmes.

Baisse des tarifs hospitaliers : toujours moins pour l'hôpital

Au même moment le gouvernement confirme la baisse des tarifs hospitaliers pour l'année 2018. Le tour de vis austéritaire annoncé par la loi de financement de la Sécurité sociale se traduira cette année par une baisse des tarifs hospitaliers.

Cette baisse sera de 1,2% dans les hôpitaux publics, et de 1,7% pour les établissements privés non lucratifs, avec pour conséquence davantage de suppressions de postes, l'impossibilité d'investir pour renouveler les équipements, et un endettement qui monte en flèche.

Le secteur privé commercial (les grands groupes privés qui font des profits) sont davantage épargnés puisque la baisse y sera seulement de 0,9%.

En Macronie, la contre-réforme libérale, c'est tous les jours : autant de raisons pour faire grève et se mobiliser les 15 et 22 mars prochain. **Jean-Claude Delavigne**

FRONT NATIONAL Marine Le Pen sans concurrence ?

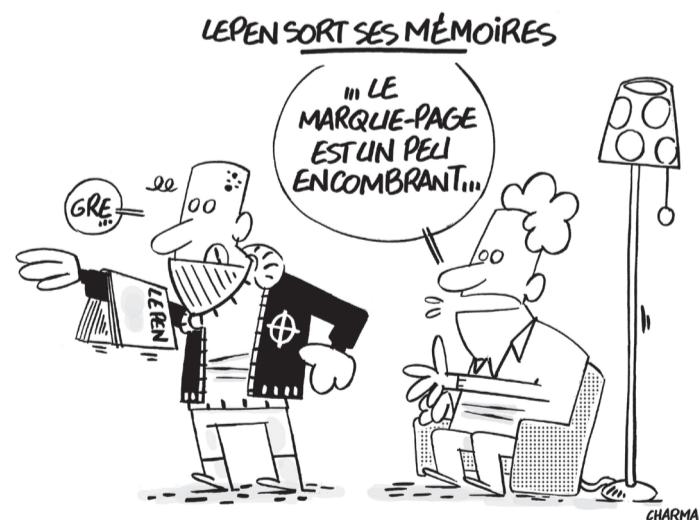
Dimanche 11 mars, c'est-à-dire au deuxième et dernier jour du congrès qui se tiendra à Lille, la présidente du FN annoncera le nouveau nom qu'elle souhaite donner à son parti. Son contenu est jusqu'ici ignoré de tout le monde. Si le député Gilbert Collard a annoncé qu'il souhaite voir adopté le nom « Les Nationaux », il semble lui aussi ignorer les intentions de sa cheffe.

De façon prudente, la direction du FN n'a pas mis le changement de nom au vote de ses membres avant le congrès : elle l'y soumettra après. Des réactions de rejet basées sur la nostalgie (« Ça marchait mieux avant, le FN ») ne sont pas exclues. Une partie de la base militante, comme de l'électorat du FN, en veut toujours à l'actuelle présidente du parti d'avoir douché froidement leurs espoirs à l'élection présidentielle en mai 2017, surtout lors du fameux (piètre) débat du 3 mai face à Macron.

Deux lignes contradictoires

Il n'est d'ailleurs pas exclu que les jours de celle qui préside le parti depuis désormais sept ans soient comptés. Au congrès, elle ne risque rien : elle sera la seule candidate à sa succession. Un candidat concurrent avait pourtant émergé : Éric Dillies, le patron du FN à Lille, souhaitait affronter Marine Le Pen ainsi que la « ligne » qu'elle incarne. Mais il en aura été empêché, faute d'un nombre suffisant de signatures émanant de secrétaires du parti.

Si Éric Dillies avait pu la défier, cela aurait aussi été un affrontement entre deux lignes contradictoires.



CHARMAG

Dillies fait partie de ceux, plutôt nombreux depuis le tournant de 2015-2016, qui considèrent que la ligne du parti n'est pas assez affirmée comme celle d'un parti de droite. À leurs yeux, plusieurs facteurs y contribuent : un discours économique très axé sur la démagogie sociale, l'absence de toute politique d'alliance crédible à droite, liant le FN avec des forces plus ou moins importantes de celle-ci, le fait de ne pas être pris au sérieux par les dirigeants

économiques, l'absence d'une partie de la direction du FN du mouvement anti-mariage pour touTEs.

Éviter les choix stratégiques

Or, ce débat entre deux « lignes » – une qui souhaite délibérément entretenir l'illusion que le FN serait « ni de gauche ni de droite », pour pouvoir dresser les mécontents de tous bords contre « le mondialisme au pouvoir », et une qui s'affiche clairement à droite de la

droite – n'aura pas lieu à Lille. Une autre confrontation aura également été évitée, puisque Jean-Marie Le Pen a finalement annoncé qu'il ne se rendrait pas au congrès, pour ne pas gêner politiquement sa fille (dans ses mots à lui : « pour ne pas contribuer à son assassinat »). Ce congrès évitera donc les choix stratégiques, alors que la direction du FN n'est pas sortie de l'impasse quant aux perspectives à moyen et long terme. Cette question se posera bien, mais plutôt « après Lille ». Marine Le Pen donne d'ailleurs des signes d'une éventuelle résignation en évoquant elle-même l'hypothèse de ne pas être la candidate de son camp à l'élection présidentielle de 2022. La place pourrait alors revenir à sa nièce Marion Maréchal-Le Pen, qui, sans défendre des idées fondamentalement opposées, incarne une autre ligne : plus ouvertement droitrière, plus axée sur les « valeurs traditionnelles » (catholiques et identitaires), promettant plus de libéralisme économique. Avec son show à Washington le 22 février, où elle a été l'invitée d'un aréopage de dirigeants de la droite US, elle est revenue dans le jeu politique français, même si elle en reste officiellement retirée. Affaire à suivre... **Bertold du Ryon**

TURQUIE La guerre, la rue et les élections

Si l'avancée des troupes turques et des milices djihadistes soutenues par Ankara semble beaucoup plus lente que prévue, l'État turc affirme avoir tué près de 2800 combattants kurdes et avoir perdu 157 personnes liées à ses forces militaires présentes sur le terrain, dont 116 miliciens liés à l'Armée syrienne libre. Amnesty International annonce cependant, reprenant les chiffres du Croissant rouge kurde, que 93 civils auraient trouvé la mort durant le conflit. Ce chiffre s'élèverait même à 197 selon la direction de l'hôpital d'Avrin (dans Afrin).

L'état sécuritaire se resserre

Alors que les raids et bombardements continuent dans la région contre les YPG, de même que contre les forces pro-Assad qui combattent désormais au côté des forces kurdes (et qui auraient essuyé de lourdes pertes récemment), le président Erdogan s'oppose fermement à ce que la trêve humanitaire en Syrie adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies s'applique à Afrin et défend qu'elle doit être limitée à la Ghouta Orientale.

Toutefois, il n'y a quasiment aucune possibilité de protester contre la guerre en Turquie, l'opposition est contrôlée de près sur les réseaux sociaux et elle subit, en plus des nombreuses arrestations, de nombreuses cyber-attaques des hordes d'individus liés au régime. Dans ces conditions, le principal parti d'opposition républicaine de « centre-gauche », le CHP, ne trouve rien de mieux à faire que de participer à la surenchère nationaliste en invitant tout citoyen à afficher des drapeaux turcs à ses fenêtres... L'état sécuritaire continue ainsi à se resserrer. C'est dernièrement le mouvement féministe qui en a fait les frais lorsque des rassemblements de femmes, organisés dans la

annonce à l'opinion publique turque comme un rapide nettoyage de « terroristes », la guerre du régime turc sur l'enclave kurde d'Afrin en arrive bientôt à son 50^e jour, avec le déploiement récent d'unités des forces spéciales de la police.



perspective du 8 mars, notamment à Ankara, ont été réprimés féroce-ment, avec plus d'une quinzaine d'arrestations. Rappelons que le mouvement des femmes, qui se renforce au fil des années face à l'islamisation, est de loin le seul qui soit encore capable de mobiliser massivement dans les rues. La « marche de nuit féministe » du 8 mars 2017 dans les rues de Taksim avait rassemblé plus de 40000 personnes. Le défi pour cette année est d'atteindre les 50000.

Les élections de 2019 en perspective

Les manœuvres et débats en vue des élections présidentielle, législatives

et municipales prévues pour 2019 sont aussi à l'ordre du jour. L'alliance entre l'AKP et le MHP, d'extrême droite, fortement fragilisé en raison d'une scission « anti-AKP », tente de remodeler les lois électorales pour que le MHP ne soit pas concerné par la barrière des 10% (qui doivent être atteints pour pouvoir obtenir des députés). On prévoit aussi la présence des forces de l'ordre jusqu'à l'intérieur des bureaux de vote. L'AKP tente aussi d'intégrer le Saadet Partisi – parti historique de l'islamisme politique dont l'AKP est issu – dans son alliance. Le Saadet qui n'obtient guère plus de 2% aux élections, a cependant un champ d'influence beaucoup

plus vaste dans les secteurs conservateurs, et Erdogan ne veut pas d'une opposition avec des références islamiques, qui s'adresserait à la même base électorale que lui. Lors du référendum de 2017 pour le régime présidentiel, la prise de position du Saadet en faveur du « non » avait eu un poids important, et il continue aujourd'hui à s'opposer au régime autocratique d'Erdogan. Le CHP, le Saadet et le Bon Parti (la scission du MHP) semblent s'être mis d'accord sur le principe de soutenir le candidat du premier tour qui sera l'adversaire d'Erdogan lors du second tour de la présidentielle.

Uraz Aydin

CHINE Champ libre pour Xi Jinping

Des amendements constitutionnels permettent à Xi Jinping de régner tant qu'il le voudra... et le pourra.

Depuis 2012, Xi Jinping s'est arrogé des positions clés : président de la Commission militaire centrale, secrétaire général du PCC et président de la dite République populaire...

Un mandat sans fin

Selon la Constitution, le titre de président ne pouvait être décerné plus de deux mandats consécutifs pour éviter la consolidation d'un pouvoir par trop personnel et garantir le maintien d'une certaine collégialité au sommet du parti. On savait que Xi voulait se libérer de cette contrainte ; lors du 19^e congrès (octobre 2017), alors qu'il allait entamer son deuxième mandat, il n'avait en rien préparé sa succession en se refusant à intégrer au comité permanent, comme l'usage le voulait, des représentants de la génération suivante de cadres. Un plénum du comité central réuni en janvier (dont les décisions n'ont



Xi Jinping, DR

été rendues publiques que le 25 février) a levé ces contraintes – une mesure qui ne surprend pas, mais qui prend des formes particulièrement radicales. Les amendements constitutionnels auraient pu être limités, autorisant par exemple le président à assumer un troisième mandat de cinq ans – ou alors en découplant la fonction de secrétaire général du Parti et la présidence du pays (qui vont actuellement de pair). Cela n'a pas été le cas : plus aucune limite de temps n'est dorénavant imposée. Xi peut donc garder toutes ses

fonctions centrales aussi longtemps qu'il le souhaitera... et le pourra. Il fait tout pour instaurer une dictature personnelle, tentant de prendre le contrôle exclusif du parti – et le parti devant assurer seul le contrôle sur la société (aux dépens du gouvernement, de l'administration et de l'armée). Comment cependant exercer indéfiniment un tel contrôle centralisé dans un pays gigantesque en pleine mutation et un parti approchant les 90 millions de membres ?

Des crises à venir

La rupture avec le régime politique établi sous l'impulsion de Deng Xiaoping, dans les années 1980, est donc consommée ; il n'y a pas pour autant retour au passé maoïste. Non seulement les fondements sociaux de la Chine, devenue puissance capitaliste, ont qualitativement changé mais, derrière les apparences d'un culte effréné de la personnalité et sa position de président à vie, Mao Zedong n'était que le tout premier d'une équipe de direction composée de fortes personnalités, venues d'horizons différents et bénéficiant d'une grande légitimité du fait du rôle qui avait été le leur pendant la lutte révolutionnaire. Ainsi,

après l'échec désastreux de la mise en œuvre du Grand bond en avant (des famines meurtrières), Mao s'est retrouvé en minorité au bureau politique, les tensions sociales et luttes de fractions débouchant finalement, dans les années 1960, sur une crise générale du régime maoïste (la « Révolution culturelle »). L'annonce de la réforme constitutionnelle a suscité beaucoup de dérision sur le web en Chine. Xi Jinping a été comparé à Winnie l'ourson qui se prendrait pour un empereur – au point que toute référence à ce personnage de bande dessinée a été censurée sur les réseaux sociaux. Pour prévenir les dissidences, Xi parie sur la croissance économique d'une part, le contrôle social renforcé, les purges et la répression préventive d'autre part. Les pouvoirs de la Commission centrale de discipline interne du PCC ont été renforcés et élargis : ils ne concernent plus seulement les membres du parti, mais tous les fonctionnaires. Cela ne suffira cependant pas pour prémunir, à l'avenir, le régime face à des crises culturelles, sociales et économiques d'ampleur.

Pierre Rousset

IRAN 39 ans après le 8 mars 1979

Le 8 mars 1979, des dizaines de milliers de femmes sont descendues dans la rue pour la première fois dans l'histoire de l'Iran. Après avoir massivement participé au soulèvement ayant chassé la dictature du Chah, elles exprimaient ainsi leur refus d'être parmi les premières cibles de la contre-révolution organisée sous la houlette de l'ayatollah Khomeiny.

Une militante expliquait à l'époque : « les femmes ont participé à l'insurrection. Elles ont aidé à construire les barricades. C'est pourquoi les premiers jours, un des principaux mots d'ordre était : Les hommes et les femmes ont été égaux dans la mort, ils doivent l'être maintenant aussi ».

Offensive réactionnaire

Cela n'empêcha pas le nouveau pouvoir d'annoncer :

- l'abrogation de la loi sur la famille garantissant aux femmes un certain nombre de droits
- la suppression du droit au divorce
- la suspension de la vente libre de la pilule
- l'interdiction de l'avortement
- la fin de la scolarité obligatoire pour les filles de plus de huit ans
- l'interdiction de la mixité dans les lieux publics
- l'obligation faite aux femmes de se couvrir de la tête aux pieds sauf le visage, avec un manteau long et large, et en portant le voile traditionnel (tchador) ou un foulard.

Dès lors, des femmes ne portant pas le voile furent refoulées de leur travail et agressées dans la rue aux cris de « le foulard ou la raclée ».

Célébré pour la première fois en Iran, le 8 mars 1979 donna aux femmes l'occasion d'exprimer leur colère et leur indignation. À Téhéran une manifestation regroupa entre 15000 et 20000 personnes.

Les manifestantes revendiquaient notamment des droits civils, sociaux, économiques absolument égaux à ceux des hommes. Ainsi que le refus d'être contraintes de porter le voile : « Khomeiny n'a pas à dire, il faut faire ceci, il faut faire cela : c'est à nous de décider ».

Tous les hommes présents à la manifestation formèrent des chaînes pour en assurer la protection. La manifestation fut rapidement perturbée par de milliers de contre-manifestants amenés par autobus, qui insultèrent les femmes et essayèrent de les frapper.

En 2018, rien n'a fondamentalement changé

Les femmes sont toujours en butte à une discrimination systématique dans la législation et dans la pratique, notamment en matière de divorce, d'emploi (en particulier dans l'éducation), d'héritage et d'accès aux fonctions politiques, ainsi qu'en droit pénal. L'accès aux moyens de contraception demeure très restreint. Le pouvoir prône le mariage précoce, les grossesses répétées, la diminution du nombre de divorces et un plus grand respect des rôles « traditionnels » des femmes comme femmes au foyer et des hommes comme soutiens de famille. Aucune loi ne protège les femmes contre le mariage précoce et forcé, le viol conjugal et les violences au sein de la famille. La défense des droits des femmes est assimilée à une activité criminelle. L'article 368 du Code pénal islamique iranien punit tout acte considéré comme portant atteinte à la décence publique d'une peine de 10 jours à deux mois de prison, ou de 74 coups de fouet. Une note explicative se rapportant à cet article précise que les femmes qui se montrent en public sans voile sont passibles d'une peine de 10 jours à deux mois de prison ou d'une amende. La loi s'applique aux filles dès neuf ans. En pratique, les autorités imposent le port obligatoire du voile à partir de l'âge de sept ans pour les filles, c'est-à-dire lorsqu'elles entrent à l'école élémentaire.

Les femmes étaient nombreuses dans les manifestations contre la vie chère, fin décembre début janvier. Dans la même période, une trentaine d'entre elles ont été arrêtées et placées en détention pour avoir osé retirer leur voile en public. À la mi-février, une jeune fille est morte après s'être immolée pour échapper à un mariage forcé.

Dominique Lerouge

Pour la deuxième année consécutive la CGT, la FSU et Solidaires appellent à la grève le 8 mars, à 15h40, heure à partir de laquelle les femmes ne sont plus payées puisqu'elles gagnent en moyenne 27% de moins que les hommes. Cet appel s'inscrit dans un mouvement international initié, entre autres, par les femmes d'Argentine en lutte contre les violences et les féminicides. Il est relayé également aux États-Unis, dans l'État espagnol et en Italie. La thématique principale avancée est la lutte contre les violences, dans le sillage des mobilisations #MeToo. Mais ce n'est pas l'unique mot d'ordre porté ce 8 mars : pour l'égalité professionnelle, contre la précarité, pour l'accès à l'avortement et à la contraception, contre la lesbophobie et la transphobie, contre le racisme et l'islamophobie, pour le partage des tâches ménagères... toutes ces revendications sont à l'ordre du jour ! Évidemment il ne s'agit pas aujourd'hui d'une grève massive mais l'enjeu est malgré tout important : être en grève et mobilisées dans la rue c'est sortir du témoignage, c'est prendre nos affaires en main, c'est s'inscrire dans la lignée des luttes des femmes, c'est construire un rapport de force face à ce système capitaliste et patriarcal. Il n'y aura pas d'autre solution pour imposer nos revendications que de construire un mouvement autonome large des femmes pour imposer nos propres mots d'ordre féministes et de se lier au mouvement social plus général pour défendre les droits de touTEs et en finir avec l'exploitation et toutes les oppressions.



Dossier réalisé par la Commission nationale d'intervention féministe

LA SANTÉ : UN ENJEU MAJEUR DES LUTTES FÉMINISTES, POUR LES SOIGNANTES ET LES PATIENTES

Le contrôle de leur corps par les femmes passe, entre autres, par le contrôle de leur santé : avortement, contraception et maternité en premier lieu. Or depuis plusieurs années la santé est victime de coupes budgétaires massives.

L'austérité : un danger pour la santé des femmes

Ce sont ainsi plus d'une centaine de CIVG qui ont fermé. Du côté des maternités ce n'est pas mieux : les petites unités de proximité sont fermées au profit des usines à bébés qui renvoient les femmes chez elles à peine 2 jours après avoir accouché, avec les risques et les difficultés que cela implique. Le *numerus clausus* a pour conséquence un manque flagrant de médecins, et en particuliers de gynécologues, dont le nombre ne cesse de diminuer. Dans le cadre des restrictions budgétaires, de plus en plus de femmes sont incitées à avorter par la méthode médicamenteuse (même après 10 semaines d'aménorrhée), ce qui comporte des risques et provoque des douleurs, et devrait donc être pratiqué avec un suivi médical. Parallèlement, pour réduire les dépenses, tout est mis en place par les gouvernements pour favoriser l'hospitalisation à domicile, qui asservit les femmes qui doivent prendre soin de leurs proches convalescentEs ou dépendantEs

chez eux (la très grande majorité des aidantEs familiaux sont des femmes). Pour les malades isolés, ce sont des aides à domicile, peu formées, mal payées, en temps partiels subis et en contrats précaires, qui seront employées, alors que ces malades devraient être à l'hôpital pour assurer un meilleur suivi. Par manque de soins, de nombreux patientEs devront être de nouveau hospitalisés suite à une rechute avec une détérioration de leur état de santé. Cette politique du gouvernement illustre parfaitement la recherche de rentabilité, car une nouvelle hospitalisation génère un nouvel « acte » facturé par l'hôpital...

La prise en charge des violences sexistes est un enjeu particulier pour la santé, la formation et l'éducation. Pour accueillir toutes les victimes de violence sexiste, nous exigeons un service public d'urgence, de médecine, de psychiatrie, avec du personnel en effectif suffisant et formé spécifiquement afin de recueillir et de soutenir la parole de ces victimes. Nous exigeons que les travailleurEs



des associations qui s'occupent des victimes aient des contrats de travail dignes et sortent de la précarité. Nous exigeons que les associations bénéficient d'un financement convenable et que leur personnel ne soit pas surexploité en raison de l'absence de moyens nécessaires pour accompagner les victimes : hébergement, attention médicale, accompagnement pour pouvoir réussir l'insertion professionnelle et leur permettre de retrouver leur autonomie.

Un salariat massivement féminin, sous-payé, surexploité

Infirmières, sages-femmes, aides-soignantes, personnel des EHPAD, des crèches, aides à domicile : les

personnels de santé sont en grande majorité des femmes. En revanche les médecins, les spécialistes, les directeurs de structures sont bien souvent des hommes. Cette hiérarchie existe dans la plupart des métiers, mais est particulièrement flagrante dans ce milieu. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les inégalités salariales existent même dans la fonction publique, notamment chez les médecins. Les stéréotypes sexistes attribuent aux femmes les qualités nécessaires à la prise en charge des autres : douceur, patience, écoute, attention, etc. De ce fait les compétences des personnels féminins sont très mal reconnues et les salaires sont en conséquence très faibles. En revanche, puisqu'il

s'agit de s'occuper d'êtres humains, le système n'hésite pas à jouer sur la conscience professionnelle en imposant des horaires, des tâches, des modalités d'organisation du travail tout simplement insupportables. Stress, port de charges lourdes, horaires décalés, responsabilités importantes... à tout cela s'ajoute un management qui n'a rien à envier à celui de la production avec la même logique de rentabilisation maximum. Le harcèlement sexuel ou le sexisme qui prévaut dans les salles de garde est considéré comme faisant partie de la « culture » de ce milieu et commence à peine à être mis en lumière. Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner que le mal-être des personnels explose, allant jusqu'au suicide comme on l'a vu à plusieurs reprises récemment. Ces conditions de travail dans un domaine essentiel comme la santé sont inacceptables et mettent en danger patientEs et soignantEs.

Des victoires de travailleurEs de la santé

De nombreuses luttes ont lieu malgré le droit de grève quasi impraticable dans ce secteur du fait de l'obligation de continuité des soins et du sous-effectif chronique. Et récemment nous avons pu nous réjouir de luttes victorieuses. En décembre dernier les grévistes du service de pédopsychiatrie du

CHU de Toulouse, après 16 jours de grève totale, ont obtenu satisfaction. Dans de nombreux services de l'hôpital public, le personnel commence à relever la tête face à la dégradation de ses conditions de travail.

En janvier, dans les EHPAD, les salariéEs se sont mobilisés au niveau national. Cela a posé sur la place publique la question du sort réservé dans cette société à nos aînéEs.

Se mobiliser contre les mesures gouvernementales dans le domaine de la santé et de la sécurité sociale est un enjeu majeur pour le mouvement des femmes. Il faut défaire toutes les contre-réformes néolibérales qui détruisent l'hôpital public et sont néfastes pour la santé des habitantEs de ce pays. L'époque est loin où la France avait une réputation avantageuse quant à ses réalisations en matière de santé publique. C'étaient des conquêtes de la période d'après-guerre, que nous perdons les unes après les autres. Aujourd'hui il est urgent d'imposer au gouvernement de donner les moyens pour un vrai service public de soins de qualité pour touTEs avec l'embauche de personnelEs soignantEs dans les hôpitaux et EHPAD notamment. Pour cela deux dates sont déjà dans le calendrier : le 15 mars pour les EHPAD et le 22 mars contre la casse du service public.

VIOL: LA QUESTION DU CONSENTEMENT AU CENTRE DES DÉBATS

Deux affaires récentes de viol sur de très jeunes filles de 11 ans ont mis la question du consentement sur le devant de la scène médiatique. Dans les deux cas, des hommes beaucoup plus âgés ont imposé un acte sexuel avec pénétration

Dans les deux cas, l'accusation de viol n'a pas été retenue car la justice a estimé qu'il n'était pas prouvé qu'il y ait eu contrainte. Ces décisions sont évidemment insupportables, scandaleuses, la marque d'une justice profondément sexiste et patriarcale. Notamment à cause de ces deux affaires, le gouvernement a décidé de légiférer sur l'âge minimum de non-consentement. Celui-ci serait fixé à 15 ans. Cela aura pour conséquence que tout acte de pénétration sexuelle par un adulte sur un·e mineur·e de moins de 15 ans sera automatiquement qualifié de viol et donc jugé en cour d'assises et passible de 20 ans de prison.

Plusieurs questions

D'abord sur la question de l'âge. En cette période où l'ordre moral revient en force, on a le droit d'être méfiante quand on veut nous imposer une limite quant à notre sexualité. Certaines d'entre nous ont fait l'amour à 13 ou 14 ans avec plaisir. S'il y a quelque chose qui se joue au niveau de la différence d'âge, c'est surtout la question du consentement qui se pose. Ensuite nous ne pouvons balayer la question de la prison d'un revers de main sans nous interroger sur son utilité et son efficacité. Bien sûr, la protection de la (ou des) victime(s) et des femmes est essentielle. Mais dans la perspective d'une autre société, nous devons élaborer d'autres solutions que l'enfermement. Enfin, quand on voit aujourd'hui la très faible proportion d'affaires de violences sexistes qui donnent lieu à des condamnations, il faut être lucides sur la possibilité de faire



PHOTO THÈQUE ROUGE / TAOUS

reconnaître ce type de violences dans le cadre de la justice actuelle...

Si ce n'est pas oui, c'est NON!

Il y a aujourd'hui dans la législation un gros problème : la loi considère que pour qu'il y ait agression sexuelle ou viol il faut qu'il y ait contrainte, violence, menace ou surprise. Donc si la victime ne proteste pas, parce qu'elle est terrorisée, sidérée ou tétanisée par des mécanismes d'autoprotection, alors la justice peut considérer qu'il n'y a pas de contrainte exercée par l'agresseur, que celui-ci ne s'est pas rendu compte que la victime n'était pas consentante, etc. Un excellent film d'animation a circulé sur les réseaux sociaux, qui faisait la parallèle avec une tasse de thé : ferait-on boire du thé à

quelqu'un qui n'a pas dit qu'il en voulait ? Non. Eh bien toucher le corps de quelqu'un, c'est pareil : on ne touche pas quelqu'un·e qui n'a pas clairement dit qu'il ou elle était d'accord ! C'est entre autres cela que l'on exprime lorsque l'on dit que «notre corps nous appartient».

Zone grise, éducation, émancipation et épanouissement

Dans les cas où tout se passe bien, on ne se pose pas trop la question a posteriori de savoir si on était consentante ou pas. Mais combien de femmes ont eu des relations soit par obligation, soit pour «en finir», soit parce qu'elles étaient saoules, ou bien ont regretté le lendemain. Le documentaire *Sexe sans consentement*

de Delphine Dhilly et Blandine Grosjean (diffusé mardi 6 mars sur France 2 et visionnable sur internet¹) explore ce moment où la question du consentement devrait se poser. Les témoignages sont assez éclairants sur la différence de perception entre les hommes et les femmes et clarifie la réalité de ce que l'on appelle la «zone grise». Il met en lumière les modes de domination et les comportements intégrés par les hommes et par les femmes, qui conduisent celles-ci à ne rien dire et ceux-là à faire quoi qu'il en soit. Pour lutter contre

cette oppression, il faut déjà en prendre conscience, la décortiquer, l'analyser en échangeant entre nous les femmes. Il nous sera alors possible d'apprendre ensemble à réagir autrement, à dire clairement non, à être à l'initiative, à proposer d'autres rapports de séduction et de plaisir.

Il est peu probable que cela se passe simplement et tranquillement : les hommes ne renonceront pas tous spontanément à être dominants, à imposer leur plaisir. Pour que les choses changent, on ne pourra pas non plus compter sur la société

pour évoluer «naturellement», car dans le système capitaliste et patriarcal il y a trop d'enjeux de pouvoir, d'argent, de contrôle pour que l'oppression des femmes puisse être éradiquée. Il faudra donc l'imposer par un mouvement féministe, fort, qui remette en question les bases de la société. Alors seulement nous pourrions construire un autre monde où chacun·e sera émancipé·e des normes et pourra s'épanouir, notamment sexuellement.

¹ - https://www.youtube.com/watch?time_continue=24&v=8Lqye0w4MH8

Les médias au cœur de la culture du viol

L'affaire Weinstein a particulièrement secoué les médias outre-Atlantique, et nombreuses sont les personnalités médiatiques qui sont tombées à la suite du producteur, comme Kevin Spacey ou encore Louis C.K.

On peut bien évidemment regarder ce phénomène de manière contrastée puisque d'autres hommes dénoncés pour des faits d'agression et de violences restent pour l'instant peu inquiétés comme Johnny Depp ou Woody Allen. Quoique dans le cas de Woody Allen, les choses sont petit à petit en train de changer, puisque plusieurs acteurs et actrices ont fait le choix de ne plus travailler avec lui.

En France, malgré les retombées positives du phénomène MeToo, qu'il s'agisse de la prise de conscience collective ou de la mise en action d'une nouvelle génération féministe, le traitement médiatique reste inchangé, en témoigne la «Une» des Inrocks avec Bertrand Cantat, l'affaire Alexia Daval, ou plus anciennement l'affaire DSK...

Le 9 février dernier, le chanteur Orelsan recevait quant à lui trois récompenses aux Victoires de la Musique, alors qu'il est aussi connu pour avoir fait l'apologie dans ses premières chansons des violences faites aux femmes. Il n'est ni le premier ni le dernier à passer largement entre les mailles du filet et à être encensé par les médias.

Les médias dominants sont un des vecteurs de la réaction et de l'idéologie dominante : la banalisation du traitement des violences faites aux femmes participe de la culture du viol et de la violence. Bien que le #balancetonporc ait été lancé par la journaliste Sandra Muller, suivie par des salariées des médias, l'accompagnement du mouvement MeToo dans les médias français n'a pas toujours été positif, loin de là. Et c'est dans *le Monde* qu'est parue la tribune des 100 pour la liberté de se faire «importuner». Pire, on a pu voir, le vendredi 2 mars, le producteur Dominique Besnehard dire sur le plateau de CNews qu'il voulait «giffler» la féministe Caroline De Haas, déjà victime d'un cyberharcèlement. Ce à quoi le présentateur Jean-Pierre Elkabbach a répondu : «Il est bien possible que vous ne soyez pas la seul». Et quelques heures plus tard, Besnehard paraissait lors de la cérémonie des Césars avec un ruban blanc censé justement être le symbole du refus des violences faites aux femmes...

APRÈS LA LIBÉRATION DE LA PAROLE, CONSTRUIRE UN MOUVEMENT DE MASSE

L'affaire Weinstein aurait secoué la planète entière, mais cela ne sort pas de nulle part. Cela fait plusieurs années à présent que dans de nombreux pays du monde les femmes se mobilisent massivement pour leurs droits et contre leur oppression.

La question des violences qu'elles subissent est devenue une question centrale, comme en témoigne le mouvement Ni Una Menos en Argentine et Non Una di Meno en Italie (pas une de moins). Ce sont loin d'être les seuls endroits du monde où les femmes se mobilisent : on a pu voir dans l'État espagnol des mobilisations remarquables, notamment sur la question de l'avortement, tout comme en Pologne, ou encore aux États-Unis avec la Women's march contre la politique de Trump.

Une nouvelle génération féministe

Une nouvelle génération se politise et se radicalise sur la question des violences faites aux femmes mais aussi sur l'ensemble des questions

féministes, tout en remettant en cause le système dans son entièreté. En effet la force de MeToo, cadre auto-organisé qui se réunit à la suite du 29 octobre, a bien été de montrer la question systémique des violences faites aux femmes. Les récentes enquêtes réalisées dans la foulée de cette mobilisation, dont celles de l'Ifop¹, sont venues conforter ces constats.

En France, la mobilisation n'a pas pour l'instant pris un caractère massif. Cependant, la libération de la parole a donné du souffle au mouvement féministe, qui était en difficulté et très divisé, comme en a témoigné la manifestation du 25 novembre et ensuite la manifestation du 27 janvier à Paris, impulsée par l'assemblée MeToo. Les liens de solidarité entre les femmes commencent à se reconstruire, et

commencent à se (re)constituer des groupes de parole, d'action, de réflexion. C'est l'émergence d'une nouvelle génération militante. Et c'est une première étape dans la reconstruction du rapport de forces.

Pour quelle revendications?

Cet embryon de mobilisation a quand même poussé le gouvernement Macron à annoncer un plan contre les violences faites aux femmes. Évidemment, ces annonces sans financement sont une vaste blague, quand les mesures ne servent pas en réalité à réprimer plus, comme c'est le cas de la loi sur le harcèlement de rue. Mais les annonces de Macron ont montré quelle force ont les femmes quand elles se mobilisent, puisque le gouvernement s'est senti obligé de proposer quelque chose.

La question de nos revendications se pose très clairement, pour construire un mouvement de masse dans la durée qui soit en capacité de gagner. Sur la question des violences, nous ne pourrions faire l'économie d'une loi-cadre, mais avec un financement pour les associations féministes, un service public d'hébergement, des moyens pour une éducation non sexiste. La question de l'égalité salariale est bien évidemment une revendication cruciale, tout comme la question d'un service public de qualité, donc la fin des suppressions de postes, l'embauche massive de personnel, l'arrêt de la casse de l'éducation, et l'abrogation des «lois travail» qui rendent la situation des femmes encore plus difficile dans le monde du travail.

Une stratégie pour un mouvement de masse

La question des revendications est essentielle pour unifier le mouvement féministe et construire un



© PCOF

mouvement de masse. Cela montre aussi qu'il est possible de changer les choses, que cette situation n'est pas un état de fait. Nous devons avoir un plan pour changer le rapport de forces, comme l'ont fait nos camarades italiennes et argentines. Les femmes sont à même de proposer les changements dont elles ont besoin, mais pour y parvenir nous devons construire un mouvement féministe fort et inclusif.

Pour mettre fin à notre oppression, il faudra un véritable changement de système, c'est pourquoi il est primordial de lier nos luttes féministes à celles du monde du travail (et inversement), à celles de l'ensemble des exploités et des opprimés. À la veille du 17 mars, marche des solidarités, et du 22 mars contre la casse du service public, mobilisons nous toutes !

¹ - Voir notre article page 4.

FORD

Refuser la fermeture, se donner les moyens pour changer la donne

Après des années de louvoiement, les dirigeants de Ford ont fini par annoncer la couleur: ils veulent se désengager. C'est donc la fermeture de l'usine de Blanquefort qui est programmée avec la disparition de 900 emplois directs et environ 3 000 emplois induits dans la région. C'est forcément un gros coup sur la tête des salariéEs mais ce n'est pas non plus une surprise.

Nous dénonçons la politique de Ford depuis longtemps. Une politique pas originale puisqu'il s'agissait, malgré des profits énormes, d'encaisser des aides publiques (Europe, État, région, département, agglomération, commune... tout y est!) à hauteur de 50 millions en seulement 5 ans, de promettre en échange un maintien de l'activité et des emplois, chose qui n'a évidemment jamais été respectée. Pendant que les pouvoirs publics laissaient faire, la CGT n'a cessé de dénoncer l'entourloupe, notamment en attaquant Ford au tribunal pour non-respect des engagements, en menant des actions, manifestations pour alerter, sensibiliser. Nous n'avons jamais cessé non plus de solliciter gouvernement et collectivités territoriales, imposant ainsi la tenue d'un comité de suivi piloté par le préfet, histoire de maintenir un minimum de pression sur Ford.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

Nous voulions empêcher Ford d'aller au bout de sa logique d'abandon. Nous n'avons pas réussi. Maintenant nous sommes un peu plus dans la galère. Mais nous réagissons, avec nos forces du moment. Les collègues sont écœurés, en colère mais pas forcément déterminés à mener la bataille. Comme souvent, une minorité est prête à en découdre, à ne rien lâcher. Un front intersyndical se construit, avec une partie des cadres. L'équipe CGT essaie d'entraîner, de donner confiance, de façon à amorcer une véritable mobilisation.

Construire la riposte

L'axe est simple pour nous. Ford veut fermer, nous refusons, nous ne lui reconnaissons pas le droit de décider. Depuis 45 ans, Ford a demandé et reçu d'énormes financements publics. On peut parler d'une partie publique de l'usine. Ce qui remet encore plus en cause la légitimité de Ford, de son pouvoir, de sa propriété. Ford doit rendre des comptes et a des obligations envers les salariéEs comme envers la collectivité, la population.

Nous avons besoin de remettre en cause ce droit de fermer et de licencier pour Ford comme pour Castorama, Bosch, GM&S... L'idée, c'est de mettre la pression, y compris sur les pouvoirs publics, qui ont des responsabilités à assumer, un rôle politique à jouer au-delà des indignations verbales. Aujourd'hui le gouvernement, les Juppé et autres, dénoncent Ford et exigent un maintien des emplois. Mais nous, salariéEs, nous devons nous mobiliser pour augmenter la pression sur tout le monde.

La perte des emplois est inadmissible, injustifiable. Mais notre difficulté c'est d'avoir confiance dans notre capacité à riposter et empêcher la catastrophe. Cette force et cette confiance c'est certainement dans la convergence avec la population, nos collègues cheminotEs, celles et ceux de La Poste, de la santé, avec les étudiantEs qu'on pourra la trouver. En tout cas c'est une perspective pour nous dans notre bataille pour sauver nos emplois, notre seul moyen de vivre.

Philippe Poutou

SNCF Matraquage médiatique contre les cheminotEs et le service public

Depuis la remise du rapport Spinetta, le matraquage idéologique en faveur de la «réforme» de la SNCF est d'une violence toute particulière. Dans les grands médias, une quasi-unanimité se dégage, qui présente la «réforme» comme nécessaire et inéluctable, qui stigmatise les cheminotEs comme des «privilegiés» ou des «irresponsables», et qui donne largement la parole à des «experts» ultra-libéraux spécialistes de la chasse au syndicaliste. Revue de détail, qui repose sur le précieux travail fourni par l'observatoire des médias Acrimed, dont la série d'articles (en cours) sur la SNCF est aussi riche qu'elle est révoltante.

C'est devenu une (mauvaise) habitude: chaque nouvelle «réforme» libérale est accompagnée d'un chœur médiatique, entonné notamment par des éditorialistes (interchangeables) et des «experts» (autoproclamés), présentant ladite réforme comme «inéluctable».

«Une situation que nul ne peut plus ignorer»

En témoigne l'éditorial du Monde du 18 février, modèle de la rhétorique de l'inéluctabilité de la «réforme». À propos du rapport Spinetta, le quotidien du soir nous apprend ainsi que «le document remis le 15 février par l'ex-patron d'Air France au Premier ministre décrit avec lucidité une situation que nul ne peut plus ignorer, celle d'un système ferroviaire à bout de souffle, maintenu sous oxygène par un État qui n'en a déceint plus les moyens.» Quels «ignorants» pourraient en effet s'opposer à la «décence» et à la «lucidité»? Pas le Monde, qui encourage d'ailleurs Emmanuel Macron à ne pas tergiverser quant à sa volonté de «réformer», sans «reculer devant de probables mouvements sociaux»: «C'est un pari risqué, mais s'il n'est pas tenté, c'est notre système ferroviaire qui pourrait être le grand perdant.»

Le Monde, à l'instar de bien d'autres de ses confrères, nous chante un air bien connu: il ne faut pas verser dans «l'idéologie» mais faire preuve de «réalisme». Comme le disait Margaret Thatcher en son temps, et avec des mots à peine différents, «il n'y a pas d'alternative». Le 19 février sur LCI, la journaliste Marie-Aline Méliyi ne fait pas autre chose lorsqu'elle pose la question suivante à ses invités: «Sur le constat, est-ce que vous êtes tous d'accord pour dire que l'entreprise est au bord du gouffre, raison de plus pour tout transformer, ou au contraire est-ce qu'il ne faut rien changer?» La manœuvre est grossière, mais l'effet recherché est atteint: les opposantEs à la «réforme» sont en réalité des conservateurs, qui ne veulent rien changer, alors que ses partisans

sont conscients des problèmes, et veulent aller de l'avant.

L'expert et le syndicaliste

Ce décor étant planté, les «experts» convoqués sur les plateaux de télévision et sur les radios peuvent s'en donner à cœur joie. Ils sont du bon côté de l'histoire, pensent à l'intérêt de touTEs et non aux «privileges» de quelques-unEs, et ont donc toute latitude pour développer des «analyses» qui, sous couvert de neutralité experte, sont en réalité de véritables déclarations de guerre contre les salariéEs et les usagerEs de la SNCF et, plus globalement, contre le service public ferroviaire. À leur côté, des éditorialistes qui, dans leur très grande majorité, n'en pensent pas moins, et parfois un syndicaliste de la SNCF qui se retrouve, sur des plateaux totalement déséquilibrés, sous le feu des attaques des «réformateurs». Acrimed a ainsi réalisé un décompte éloquent, à propos de l'émission «L'heure des pros» diffusée sur C-News le 20 février: Fabien Dumas, secrétaire fédéral Sud-rail, a été interrompu à 66 reprises en moins de 8 minutes d'intervention (soit en moyenne une fois toutes les 7 secondes), lors d'un plateau où 5 des 6 autres intervenants lui étaient

hostiles. Avec de surcroît un Pascal Praud, présentateur de l'émission, au meilleur de sa forme: «Pourquoi, à ce point-là, il y a crispation? Et c'est là que je dis, est-ce que ce n'est pas un business des syndicats, en l'occurrence la CGT, Sud-rail, pour conserver un pouvoir?» No comment.

À noter également la présentation, en toute objectivité, par David Pujadas, de son invité François de Closets le 26 février sur LCI: «François de Closets, vous êtes journaliste et essayiste et auteur de ce livre [...] Toujours plus!, 1982, où vous dénonciez et listiez, François, ces petits ou grands privilèges, ces petits ou grands avantages, et où vous faisiez la liaison avec le pouvoir de nuisance de ceux qui en bénéficiaient, et où se trouvaient bien entendu les cheminotEs et leur statut si particulier.» Bien entendu.

«N'employez jamais le mot de preneur d'otages»

Si certains journalistes, y compris dans de grands médias, essaient de faire au mieux leur travail et de produire de l'information, en permettant par exemple aux salariéEs de la SNCF de réellement faire entendre leurs arguments, difficile de résister au rouleau compresseur qui s'est mis en action avant même

qu'une journée de grève ait lieu. Il est d'autant plus impératif de dénoncer, dans nos médias, sur les réseaux sociaux, par voie de tracts, par des réunions publiques, les innombrables «fake news» diffusées ces dernières semaines. Mais aussi de mettre en avant, en les faisant circuler, ces quelques moments où certainEs invitéEs parviennent à faire dérailler la machine pro-réforme. En faisant entendre quelques vérités essentielles, comme lorsque notre camarade Olivier Besancenot a dénoncé le «poison de la division» lors de son intervention à «On n'est pas couchés» le 3 mars. Mais aussi en fermant leur clapet à certains de ces insupportables experts et éditorialistes, à l'instar de ce qu'a fait Bruno Poncet, lui aussi secrétaire fédéral Sud-rail, face à un François de Closets qui affirmait qu'il se sentait «pris en otage»: «N'employez jamais le mot de preneur d'otages. [...] Moi j'étais au Bataclan donc moi aujourd'hui les [...] preneurs d'otages et [les] terroristes, je sais ce que c'est. Autour de cette table où on parle du statut des cheminotEs, je trouve que c'est un peu déplacé.» KO technique.

Julien Salingue

Lire sur Acrimed la série d'articles consacrés à la «réforme de la SNCF»: www.acrimed.org



ÉVASION FISCALE



«Ce sont de 60 à 80 milliards d'euros de recettes publiques qui sont littéralement volés par les multinationales»

Entretien avec Aurélie Trouvé, porte-parole d'Attac, suite au procès intenté à l'association par Apple.

GREENPEACE Les juges de Thionville cognent fort!

Le 27 février, la justice a eu la main lourde : sept militantEs de Greenpeace ont été condamnés à cinq mois de prison avec sursis, et deux à deux mois ferme. Greenpeace a été condamné à 20 000 euros d'amende et 50 000 euros de dommages et intérêts à verser à EDF qui avait réclamé la somme exorbitante de 700 000 euros au total. La défense fait appel. Le NPA exprime son soutien total.

Le 12 octobre 2017, 5h30 : 8 militantEs de Greenpeace pénètrent dans la centrale de Cattenom (Moselle) et, en moins d'une minute, se retrouvent à proximité de la piscine d'entreposage du combustible usé. Un feu d'artifice est tiré avant leur interpellation par les gendarmes. La scène est filmée, et parvient aux journaux, radios, télévisions, et réseaux sociaux.

LanceurEs d'alerte ?

L'objectif est atteint pour l'organisation : « dénoncer les risques qui planent sur ces installations, montrer la vulnérabilité des piscines, talon d'Achille des centrales nucléaires face à des risques d'actes de malveillance, EDF doit bunkériser ses piscines de combustibles nucléaires usés. »

Les peines de prison ferme sont une première après une intrusion, et sont la suite logique de la loi Ganay de 2015, qui fait partie de l'arsenal de renforcement de la répression de l'activité militante et citoyenne. Quand, sur le terrain, une alerte est lancée quant à des risques pointés précisément, la loi répond aux personnes engagées : « vous êtes le risque, vous êtes le danger ». Quand les militantEs, par leur action d'éclat, soulignent la vulnérabilité des installations, EDF, par ses avocats, contre-attaque et accuse : « vous portez atteinte à la crédibilité de l'entreprise ».

Loin de créer le problème de la crédibilité, l'action jugée devant le tribunal ne faisait que souligner celui-ci, la défense présentant très justement l'action comme « un audit gratuit ». Sur ce point capital de savoir qui a la légitimité, qui parle au nom de l'intérêt général, on note avec intérêt ce qu'en a dit le 30 novembre le député mathématicien LREM Villani : « il y a la question de la mise en sécurité ou de la mise en danger, il y a aussi la question de la façon dont on considère le processus de lanceur d'alerte au sens général. »

Société nucléaire, société autoritaire !

De lourdes sanctions ont donc été prises, à Cattenom, contre les lanceurEs d'alerte. En cohérence avec les violences policières, blessures graves et lourdes peines judiciaires à Bure, cette fuite en avant autoritaire est de plus en plus insupportable. Si on peut parler de radicalisation, c'est bien de celle du pouvoir dans sa répression ! Le sentiment d'injustice est d'autant plus fort que, quand EDF est clairement mise en cause comme à Cruas (déchets radioactifs retrouvés dans une décharge publique), la sanction est symbolique : 6 000 euros d'amende pour l'entreprise, et 3 000 euros pour son directeur, le tout avec sursis.

Avec Cattenom, centrale vétuste (50 incidents en 2016, 80 en 2017), avec 4 réacteurs, implantée à quelques kilomètres du Luxembourg et de l'Allemagne (deux pays maintenant sans nucléaire), et avec Cigéo à Bure, ce « monstrueux métro radioactif souterrain », le message vaut pour tout le pays : arrêtons tout, et vite !

Commission nationale écologie

INTRUSIONS D'ÉCOLOS DANS LES CENTRALES NUCLÉAIRES



QUIMPER Soutien à la résistance d'Afrin

Malgré l'étau du « couloir sibérien » qui a frigorifié la Bretagne, nous étions près d'une cinquantaine de personnes le mercredi 28 février à Quimper, sur le Plateau de la Déesse, pour soutenir la résistance d'Afrin contre l'agression criminelle d'Erdogan, sans oublier le massacre en cours dans la Ghouta orientale par le boucher Assad.

Ce rassemblement, appelé par la LDH et le collectif « S'unir pour ne pas subir » composé d'une douzaine d'associations, syndicats, groupe antifas et partis dont le NPA, se voulait à la fois un moment de solidarité avec la résistance d'Afrin contre l'agression d'Erdogan, une dénonciation de la complicité de Macron et du gouvernement français avec le dictateur d'Ankara mais aussi un hommage à Kendal Breizh, internationaliste breton. Ce militant a combattu les armes à la main Daech au sein des YPG kurdes. Il a été assassiné par les bombes turques le 10 février en défendant la population d'Afrin.

Une solidarité qui se développe

Nous avons déployé banderoles et affiches de soutien, et entendu plusieurs



interventions tant du collectif « S'unir » que de la LDH, du PCF et du NPA.

Cette manifestation faisait écho, aussi, à l'interdiction par le préfet du Finistère, il y a quelques jours, d'un rassemblement sur le même thème à Morlaix, au motif qu'à Brest lors d'un rassemblement des heurts avaient opposé des Turcs pro-Erdogan aux manifestantEs kurdes et leurs soutiens. Ces diverses actions démontrent qu'en Finistère

et, plus largement, en Bretagne, l'expérience en cours au Rojava et la résistance d'Afrin suscitent beaucoup d'intérêt et de solidarité, comme en témoignent les succès d'affluence du film projeté et présenté à Brest et Quimper par Mireille Court et Chris Den Hond, *Une utopie au cœur du chaos syrien*. Ces actions de soutien se poursuivront dans les jours qui viennent à Lorient et Carhaix.

Correspondant

PIMKIE



La braderie de l'emploi

Chez Pimkie, société nordiste de prêt-à-porter féminin, la CGT et FO, majoritaires dans l'entreprise, ont annoncé qu'elles rejettent le plan de départs volontaires concocté par la direction. Une décision qui, juridiquement, n'empêche pas cette dernière d'appliquer unilatéralement ce plan s'il est homologué par la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte).

Début janvier, la société Pimkie appartenant à la famille Mulliez (groupe Auchan, 4^e fortune française avec 30 milliards d'euros), présentait en comité central d'entreprise un plan de rupture conventionnelle qui prévoyait 208 suppressions de postes en France et 37 fermetures de magasins. L'entreprise était, avec PSA, la première à vouloir mettre en œuvre cette nouvelle disposition incluse dans les ordonnances contre le droit du travail. Mais le refus des organisations syndicales avait contraint la direction à revoir son mode de liquidation de l'emploi.

Afin de contourner cette opposition, la direction avait mis en place des « groupes de travail » afin de réfléchir de manière « participative » à l'amélioration de la santé économique de l'entreprise.

Rejet des dernières propositions de la direction

Pour tenter de mettre une dernière fois les organisations syndicales en porte-à-faux avec les salariéEs, la direction a fait de nouvelles propositions. Une prime de 100 000 euros pour les salariéEs dans le plan de départs volontaires, de 40 000 pour les 83 salariéEs ayant une clause de mobilité. Pour le reste, la direction prétend garder la possibilité de licencier pour motif économique, de faire des ruptures à l'amiable et non des licenciements. La direction refuse également tout reclassement dans les enseignes Mulliez, tandis que les 83 salariéEs des magasins ayant une clause de mobilité seraient traités différemment au niveau des mesures d'accompagnement avec un chantage de la direction : ne pas mettre en application cet accord s'il n'y a pas d'accord de plan de départs volontaires, tout en bloquant toute « avancée » pour des primes extra-légales.

Pour la déléguée syndicale centrale CGT Valérie Pringuez, citée par l'AFP le 5 mars, ces dernières propositions sont inacceptables : « Nos grandes revendications ont été refusées... Notamment en signant cet accord, on donnait la possibilité de se séparer pour motif personnel de salariés non volontaires dont le poste serait supprimé. »

Robert Pelletier

Le 12 février Attac était convoquée devant la justice suite à une plainte d'Apple. Peux-tu nous dire ce qu'Apple reproche à Attac ?

Apple reprochait à Attac des « actes de vandalisme », ou des « actions ayant mis en péril la sécurité des employés et des clients » et a déposé fin décembre une assignation en référé devant le tribunal de grande instance de Paris. La multinationale tente ainsi d'empêcher toute action future dans les Apple Store. Attac mène en effet une mobilisation contre l'évasion fiscale massive pratiquée par les multinationales et en particulier par la plus grande d'entre elles, Apple. L'association exige le versement définitif de l'amende de 13 milliards d'euros infligée par la Commission européenne à Apple et lui demande de payer sa juste part d'impôts, dans les pays où elle exerce

réellement ses activités. Pour interpellier l'opinion publique et face à l'inaction des gouvernements successifs, des militants d'Attac ont mené des actions de désobéissance civique contre les magasins Apple dans des dizaines de villes. Notamment l'Apple Store d'Opéra, grande vitrine de la multinationale en France, a été occupé quelques heures, en fanfare et dans la bonne humeur, le samedi 2 décembre 2017. C'était manifestement trop pour Apple. Mais ce n'est pas tout : une militante d'Attac Carpentras est elle aussi poursuivie par BNP Paribas, avec un procès prévu le 7 juin. Ce qui lui est reproché ? Avoir « fauché » une chaise dans une agence avec d'autres camarades, pour dénoncer le rôle moteur de la banque dans l'évasion fiscale. Nous voilà donc poursuivis par la plus grande multinationale du monde (Apple) et la plus grande banque

d'Europe (la BNP). Preuve que nos actions les dérangent vraiment.

Quels étaient les risques pour Attac ? Quel est le résultat du procès ?

Apple réclamait 150 000 euros d'astreinte en cas de nouvelle intrusion dans un ses magasins, ainsi que 3 000 euros de dédommagements. Mais le jugement du tribunal, en février, a donné raison à Attac : « La simple pénétration de militants dans l'enceinte du magasin Apple Store Opéra, ou dans d'autres magasins situés en France, sans violence, sans dégradation, et sans blocage de l'accès du magasin à la clientèle, ne suffit pas à caractériser un dommage imminent justifiant de limiter le droit à la liberté d'expression et à la liberté de manifestation des militants de l'association Attac, qui agissaient conformément aux statuts de l'association, et dans le cadre

d'une campagne d'intérêt général sur le paiement des impôts et l'évasion fiscale. »

Y a-t-il des suites envisagées en soutien à Attac ?

Nous attendons sereinement un éventuel appel d'Apple. Mais surtout, nous allons consacrer notre énergie à préparer de nouvelles actions pour la justice fiscale, notamment à l'occasion de l'examen du projet de loi contre la fraude fiscale prévu avant cet été. Plutôt que de nous dissuader, les responsables d'Apple, en nous attaquant, nous encouragent à poursuivre nos actions de désobéissance civique pour dénoncer son évasion fiscale et celle des autres multinationales. L'évasion fiscale, ce sont de 60 à 80 milliards d'euros de recettes publiques qui manquent rien qu'en France, 60 à 80 milliards d'euros qui sont littéralement

volés par les multinationales et les plus riches au reste des citoyens. C'est à peu près le montant du déficit public annuel, au nom duquel sont démantelés les services publics, est bradée la protection sociale, est abandonnée la transition écologique. C'est pourquoi à Attac, nous ne lâcherons pas cette mobilisation et nous appelons les militants associatifs, syndicaux, politiques à nous rejoindre dans nos actions. Enfin, nous n'oublions pas tous les autres lanceurs d'alerte, journalistes, militants associatifs et syndicaux, qui sont actuellement poursuivis par des multinationales voire des paradis fiscaux, pour dissuader quiconque de les dénoncer. Nous devons chaque fois être solidaire, pour ne pas laisser s'installer le règne des procédures bâillons, faisant taire toute voix trop gênante. **Propos recueillis par Joséphine Simpon**



Mai 1968, 50 ans après

Notre camarade Alain Krivine animera de nombreuses réunions publiques et meetings à l'occasion du 50^e anniversaire du mouvement de mai 1968. En voici un aperçu (davantage de précisions dans les semaines à venir, et sur notre site internet).

Judi 15 mars
Paris 13^e

Vendredi 30 mars
Saint-Malo

Samedi 7 avril
Saint-Denis

Samedi 21 avril
Rouen

Vendredi 4 mai
Bourg-en-Bresse

Vendredi 11 mai
La Ferté-Bernard

Samedi 19 mai
Toulouse

Mardi 22 mai
Bordeaux
(avec Philippe Poutou)

Vendredi 1^{er} juin
Perpignan

Samedi 16 juin
Guingamp



En campagne

Le NPA au salon de l'Agriculture

Le 28 février, grâce à notre camarade Michel, éleveur de porcs blancs dans le Finistère, nous avons pu échanger avec un milieu où le NPA est peu présent, et développer l'intérêt de lier les luttes, où qu'elles soient, contre un système qui asservit les humains et détruit l'environnement.

Nous avons rencontré Jordan, jeune paysan en « installation progressive ». En attendant la reprise de la ferme familiale, à la retraite de son père, Jordan, BTS agricole, a deux mi-temps : l'un à l'extérieur, rémunéré, l'autre chez ses parents, sans salaire, comme « aidant familial ». Dans 10 ans, il lui faudra passer « l'épreuve du banquier », qui validera ou pas son projet. Il connaît les mécanismes financiers nécessaires pour pouvoir garder la terre familiale. Son idée est d'être « autonome » sur l'exploitation. Une idée retrouvée dans d'autres échanges.

Il n'a pas encore réfléchi à une transition en bio (ses parents limitent la chimie mais ne sont pas prêts à plus). Pour lui, l'État se contredit quand il vante les productions bio, les encourage dans les cantines, publie des alternatives naturelles pour lutter contre les ravageurs et recréer des sols vivants et, dans le même temps, supprime les aides au maintien en bio au-delà de 3 ans.

Sortir de l'agriculture productiviste capitaliste

Puis, nous avons discuté avec Jean-Claude, animateur au CIVAM (Centre d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural). Ce



mouvement, né dans les années 1950 pour « l'émancipation du monde paysan », a créé, en 1987, Accueil paysan, association à buts touristique, pédagogique, social... et aujourd'hui d'accueil des migrantEs. Si l'État envoie ces derniers dans les zones rurales pour les disperser, les reléguer, Accueil paysan montre que l'accueil des réfugiéEs, comme à

Boen-sur-Lignon (Loire), peut créer des emplois, favoriser le commerce et permettre le maintien des services publics tout en les intégrant dignement !

La distribution du 4 pages préparé par la Commission nationale écologie a été stoppée par l'organisateur du salon, peu enclin à défendre la biodiversité politique.

Des évolutions dans le milieu agricole sont perceptibles : à nous d'être ouvertEs pour appuyer les revendications qui favorisent la sortie de l'agriculture productiviste capitaliste dont se détournent de plus en plus de paysanEs et de consommateurEs.

Isa, Michèle, Sophie (Commission nationale écologie)

Internationalisme

Congrès de la Quatrième internationale

Du 25 février au 2 mars s'est tenu le 17^e congrès mondial de la Quatrième internationale, qui réunit aujourd'hui 55 sections et organisations sympathisantes et observatrices dans 40 pays, regroupant au total plus de 13 000 militantEs.

Autour de 180 militantEs ont participé à ce congrès, venus d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie, où l'Internationale s'est le plus développée ces dernières années.

Le stade actuel de la mondialisation capitaliste

Les débats étaient essentiellement centrés autour de quatre questions. Le point sur le stade actuel de la mondialisation capitaliste, des puissances impérialistes, du chaos politique a été l'occasion de débattre de la confrontation entre l'impérialisme étatsunien et la Chine – nouvelle puissance mondiale poussant ses investissements bien au-delà de l'Asie –, d'aborder aussi de nouvelles questions : les résistances contre le réarmement nucléaire, la montée des violences et des crises humanitaires. Nos camarades américains, turcs et philippins ont témoigné de l'agressivité de la présidence Trump, des régimes de Duterte ou d'Erdogan en Turquie. De même, les déléguéEs pakistanaisEs ont relaté l'activité contre la réaction islamiste, et la mobilisation pour

la libération de notre camarade Baba Jan condamné à perpétuité pour son action au côté des populations du Gilgit Baltistan chassées de leurs terres inondées par les grands travaux gouvernementaux.

Destruction capitaliste de l'environnement

Un nouveau document sur la destruction capitaliste de l'environnement et l'alternative écosocialiste cible la nécessité d'un programme d'affrontement contre les politiques capitalistes responsables de l'aggravation d'une situation déjà catastrophique pour des centaines de millions d'êtres humains. Il souligne les nombreuses mobilisations organisées notamment à l'initiative de communautés paysannes, des femmes, des peuples autochtones, illustrées par les camarades d'Amérique latine, du Bangladesh... Le texte a permis de débattre de l'action pour que le mouvement syndical s'empare de ces questions en dépassant l'antagonisme entre maintien des emplois et remise en cause des productions dangereuses. Un troisième thème abordait les dynamiques des transformations

du salariat – croissance, notamment dans les nouveaux pays industrialisés, montée de la précarité et défis pour le mouvement syndical – et de l'action des mouvements sociaux. La très importante activité du mouvement féministe contre les violences et les féminicides, pour la défense des droits des femmes, fut relatée notamment par les camarades mexicaines, mais aussi d'Asie et d'Europe, avec de nombreuses mobilisations, et bien sûr la puissante remise en cause du patriarcat à travers de la vague mondiale de #MeToo.

Stratégie de construction

Enfin, la dernière discussion portait sur la stratégie et le bilan de l'orientation pour la construction de partis à même de mener les combats contre l'exploitation et les oppressions pour un renversement révolutionnaire du capitalisme. Elle a été éclairée entre autres par les expériences des gouvernements brésiliens, vénézuéliens, de la vague des « printemps arabes », des affrontements du peuple grec contre la troïka. Un document a été adopté par la majorité des sections de l'Internationale. Deux textes

remettant en cause cette orientation ont été minoritaires.

À l'issue de ce congrès, de nombreuses tâches sont tracées : le renforcement de nos structures de formation et d'échanges à travers nos instituts en Europe et en Asie, une meilleure efficacité de nos sections européennes et latino-américaines, et la prise en charge de notre développement en Afrique et au Moyen-Orient.

Léon Crémieux

L'Anticapitaliste la revue
Le n°95 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :
L'Anticapitaliste, 2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Cinéma

Black Panther: le super-héros au secours des Démocrates

Nous avons publié la semaine dernière une critique de *Black Panther*, de Ryan Coogler, sorti en France le 14 février 2018. Nous avons reçu un deuxième point de vue sur le film.

Le film nous présente le personnage de la Panthère noire, incarné à l'écran par Chadwick Boseman, ainsi que son royaume, le Wakanda. Créée en 1966, la Panthère noire, premier super-héros noir dans les comics étatsuniens, est, depuis sa genèse, l'un des personnages de Marvel les plus marqués par son ancrage social et politique. Son adaptation au cinéma cette année a lieu dans le contexte de la victoire de Donald Trump, de la remise sur le devant de la scène de la question raciale par Black Lives Matter et d'une succession de protestations, de prises de parole, de boycott des cérémonies de la part des personnalités noires du cinéma US, au sujet des rôles qui leur sont assignés, ce qui fait inévitablement d'un film comme *Black Panther*, dont le casting est presque intégralement noir, un film politique.



mesure de l'absence d'héroïnes et d'héros noirs à vocation universelle, et son impact sur la construction d'une identité et de son imaginaire. Coogler s'est nourri non seulement de la culture afro-américaine, mais aussi de cultures africaines (éthiopienne, nigériane, sénégalaise, congolaise, sud-africaine, etc.) pour façonner le Wakanda dans ses vêtements, son architecture, sa musique, sa langue et les accents de ses personnages, ses structures sociales et ses tensions politiques. Comme dans les années 1970, la Panthère noire est parvenue à s'émanciper en partie de l'ethnocentrisme des productions US pour

offrir des héros et héroïnes noires et africaines, des modèles auxquels les personnes concernées pourront s'identifier, qui ne sont pas définis par leur déviance face au modèle de l'Amérique blanche. Cette rupture avec l'archétype du héros US est d'autant plus marquante lorsque l'on s'intéresse à la diversité des rôles féminins. Combattantes, maîtrisant les ressorts de la politique, ayant chacune leurs objectifs, développant des nouvelles technologies de pointe, possédant toutes un humour acéré, les personnages de Nakia, Shuri et Okoye bénéficient d'une très belle écriture, d'une superbe interprétation et d'une classe sans pareille. Comparativement, il est surprenant, et quelque peu regrettable, de constater l'enfermement des personnages masculins dans une hyper virilité stéréotypée. Il est aussi dérangeant de constater que la société wakandaise, malgré son avancement technologique, a préservé des structures sociales assez peu compatibles avec ce qu'on imagine être son organisation économique. C'est principalement dû à l'héritage des comics, mais l'idée que l'Afrique, peu importe son développement, ne saurait connaître d'autre régime politique que celui des clans et des rois semble un peu essentialiste.

... qui cache une morale contre-révolutionnaire

Et c'est ici qu'on peut commencer à critiquer sérieusement le film. Car derrière sa réussite esthétique sans commune mesure avec les autres films du MCU (univers détaillé et travaillé, costumes, chorégraphies des combats, plans audacieux...) et son idéologie progressiste affichée, *Black Panther* porte un discours politique à rebours de la politique du Black Panther Party dont il emprunte bien des codes. Il serait complexe d'aborder le sujet sans dévoiler la fin du film, mais on peut résumer le problème ainsi : le Wakanda a prospéré économiquement en s'appuyant sur une politique isolationniste et conservatrice, et sur une indifférence vis-à-vis du reste du peuple noir. Cette indifférence est remise en cause par deux camps politiques : l'un est révolutionnaire, l'autre pacifiste et pro-capitaliste. Killmonger, qui incarne le révolutionnaire, et le méchant du film, est traité tantôt comme un sociopathe cruel, tantôt comme un dictateur criminel et illégitime. C'est l'autre voie que le film va promouvoir, celle de l'aide au développement, des ONG, de la coopération internationale et de l'ONU, sous le regard bienveillant de la CIA et des États-Unis. *Black Panther* vient donc nous rappeler brutalement, même si cela est fait avec la plus grande élégance, que, pour la gauche libérale américaine, la solution n'est pas dans la lutte collective antiraciste et anticapitaliste du Black Panther Party, mais dans l'intégration de l'élite des anciens colonisés à l'appareil politique et économique néolibéral.

Camille Nashorn

Une politique de la représentation...

Très attendu par les communautés afro-descendantes, le film porte à l'écran un casting composé presque exclusivement d'acteurEs noirs dans une aventure qui ne traite ni d'esclavage ni de la violence des ghettos, mais bien de super-héros et de super-héroïnes. Ce qui n'est pas anodin lorsque l'on prend la

Exposition

Hibakusha. Dessins des survivants d'Hiroshima et de Nagasaki

Jusqu'au 31 mars de 9h00 à 16h45, aux Archives nationales de Pierrefitte-sur-Seine (Métro Saint-Denis université, ligne 13). Entrée gratuite.

Lui : Tu n'as rien vu à Hiroshima. Rien. Elle : J'ai tout vu. Tout.

Ainsi commence *Hiroshima, mon amour*, le film d'Alain Resnais.

Elle – sous les traits d'Emmanuelle Béart – insiste : J'ai tout vu. Tout.

Lui ne cède en rien : Tu n'as rien vu. Rien. Puis Elle – sous la plume de Marguerite Duras – parle d'amour et d'oubli, forcément. Elle est comme ça Marguerite, Elle invente : l'amour, la douleur de l'épouse humaine.

Elle n'a rien vu à Hiroshima. Nous non plus. Pourtant Hiroshima, que nous n'avons cessé d'inventer, correspond atrocement à ce que nous n'avions pas vu... à ce que les Hibakusha,



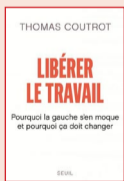
survivantEs d'Hiroshima et Nagasaki, ont vu. Après avoir vu 200 de leurs dessins (remarquablement présentés), on ne peut plus dire que l'on n'a pas vu ce que l'on a toujours su de l'horreur nucléaire. *M. Delanada*

Les rencontres de La Brèche

Présentations à venir...



Petit pays, avec Gaël Faye
VENDREDI 16 MARS, 18H30.



Libérer le travail, avec Thomas Coutrot
SAMEDI 17 MARS, 17H.



L'envers de Flins, avec Fabienne Lauret
SAMEDI 24 MARS, 16H.

librairie
★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

Roman

Planète sans visa, de Jean Malaquais

Éditions Libretto, 548 pages, 13 euros.

Le fond de l'air n'est pas rouge. Plutôt brun. Un brun très sale. Depuis les sommets de l'État, de nouveau, on désigne des boucs émissaires. Pas exactement les mêmes que dans les années trente, que sous l'occupation. Des politiques détestables sont mises en œuvre, des haines méthodiquement distillées. De belles solidarités s'expriment aussi. Tout ça bouscule, dérange : c'est tempête sous les crânes. Et cela remue jusque dans nos mémoires de lectures.

C'est ainsi que deux romans refont surface et s'imposent. Tous deux ont Marseille pour cadre central du récit, ville où convergent les réprouvés, les persécutés de toute l'Europe et de Russie. Les deux auteurs ont vécu à Paris. Tous deux ont galéré à Marseille. Tous deux mettront la dernière main à leur roman à Mexico. Anna Seghers a écrit *Transit*, publié en 1944 à Mexico. Jean Malaquais a écrit *Planète sans visa*, publié en 1947 en France. Elle était juive allemande, lui juif polonais. Tous deux communistes, elle du KPD, lui anti-stalinien non organisé. Ils nous laissent deux très beaux romans qui valent la peine. Nous présenterons *Transit* la semaine prochaine.

Le roman de tous les métèques écrit par un métèque

Arrivé en France à 17 ans, le jeune Malaki devient Malaquais, et le français sera sa langue d'adoption, dans laquelle il écrira toute son œuvre. Il mourra en Suisse en 1998 à l'âge de 90 ans, citoyen des États-Unis où il a enseigné durant 20 ans. Il avait bourlingué à travers la planète entière et rejoint les Brigades internationales : « J'ai fini par considérer mon état de métèque comme ma seule gloire » disait-il à Jacques Chancel en 1995, ajoutant : « Ce qui me gêne énormément, c'est la xénophobie française, aujourd'hui, plus que jamais. » Marseille, en 1940-1944, c'est un autre moment de l'hystérie xénophobe, antisémite, portée au paroxysme. Le roman raconte la fuite éperdue de tous les parias vers des cieux plus cléments, vers l'Afrique, le Brésil, l'Argentine, vers New York et Mexico via le Portugal ou l'Espagne, la chasse au visa, la chasse au billet d'embarquement, la quête infernale du gîte et du couvert, d'un boulot, la hantise du contrôle policier, l'épouvante des rafles. Marseille s'était transformée en nasse.



Une solide tête politique et un esprit de fantaisie endiablé

Jean Malaquais écrit tout cela en métèque, mais en métèque érudit, érudit et curieux de tout, de toutes et de tous, totalement branché sur la vie concrète de ses personnages innombrables, de leurs rêves aussi, militant communiste critique sans organisation mais s'informant et se formant, combattant le stalinisme, en débat serré avec les trotskistes, et en même temps travailleur infatigable de la langue. *Planète sans visa* est son deuxième roman, mais il était déjà à ce moment-là un écrivain reconnu : son livre *les Javanais* avait obtenu le prix Renaudot en 1937 ; il était – et restera – l'ami de Gide. En virtuose, il varie tout au long du roman les angles d'attaque et le style lui-même, plaçant la liberté très haut, tout en haut. *Fernand Beckrich*

« Avec une agriculture paysanne telle qu'on la défend, les prix seraient rémunérateurs pour les producteurs sans pour autant vider les porte-monnaie des gens. »

Macron dit vouloir réformer l'agriculture, qu'en penses-tu ?

On sait que ça bouge dans les ministères et que Macron est sensible aux discours sur la transition agricole. Maintenant on connaît son cadre de pensée, le libéralisme. Néanmoins, on perçoit la volonté de transformation de l'agriculture vers un modèle plus rémunérateur pour les producteurs, plus respectueux de l'environnement et de la santé. Mais aujourd'hui les actes ne sont pas en cohérence avec les propos tenus.

Par exemple, Macron et Travert modifient certaines aides de la PAC [Politique agricole commune] au détriment de l'agriculture paysanne. L'Europe a décidé de changer les critères pour les aides aux ZDS [zones défavorisées simples]. Ça oblige à revoir la carte des aides ICHN (indemnités compensatoires handicaps naturels) : certaines communes vont sortir des aides, d'autres y entrer. C'est une catastrophe pour beaucoup de territoires. En plus, avec la nouvelle PAC qui sera mise en place en 2020, que restera-t-il de ces modifications ? La Conf' refuse que les aides soient proportionnelles au nombre d'hectares et d'animaux possédés, ce qui favorise toujours l'agrandissement des fermes. Malgré les limites néolibérales de Macron, nous attendons quand même une évolution positive. Nous avons été surpris par son discours de Rungis qui présente des avancées pour notre modèle agricole.

Le discours de Rungis ?

Macron a annoncé vouloir une meilleure rémunération du travail des paysans et plus de transparence dans la fixation des prix entre, d'un côté, les producteurs et, de l'autre, les industriels et les distributeurs. On ne peut qu'être d'accord. Mais le projet de loi qui fait suite aux états généraux de l'alimentation n'est pas contraignant pour l'aval. Quand Macron déclare vouloir relever le seuil de vente minimum, seuil en dessous duquel un distributeur ne peut vendre un produit, le retour pour les producteurs n'est pas garanti. Mais dans une agriculture capitaliste telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, cela signifie une augmentation des prix pour les consommateurs. Avec une agriculture paysanne telle qu'on la défend, avec la relocalisation de la filière agroalimentaire sur tous les territoires, les prix seraient rémunérateurs pour les producteurs sans pour autant vider les porte-monnaie des gens. Sortir de l'agriculture productiviste capitaliste c'est aussi revenir au rôle de l'agriculture : produire pour nourrir sainement la population.

Comment assurer une transition vers une agroécologie ?

C'est clair, il faut arrêter l'utilisation massive de produits chimiques car ils se retrouvent dans les sols, dans les plantes, dans la nourriture, dans l'air, c'est un grave problème de santé publique. Le modèle agricole tourné vers l'exportation contribue à ce désastre. Les intermédiaires s'enrichissent au détriment des paysans qui, pour la plupart, vivent mal de leur travail. La qualité des productions n'est plus la priorité quand il faut produire en masse, au plus bas coût. L'environnement est pollué par tous les

Entretien. Lors du Salon de l'agriculture, le NPA a distribué un document: « Libérer l'agriculture du capitalisme ». Nous avons pu défendre nos propositions pour une agriculture paysanne bio et échanger avec différents acteurs. Nous nous sommes ainsi entretenus avec **Thierry Jacquot**, éleveur de bisons et de vaches allaitantes dans les Vosges, qui est l'un des 7 secrétaires nationaux de la Confédération paysanne.



DR

intrants chimiques, véritable dopage nécessaire pour tirer toujours plus de rendements des terres agricoles lessivées. Il faut donc sortir de cette agriculture intensive, productiviste. Il faut également sortir l'agriculture des traités commerciaux type CETA, Mercosur, qui font de nos productions une marchandise, un objet de spéculation et de profits maximum pour le monde de la finance. Au contraire, il faut développer des partenariats solidaires avec les peuples du monde. Par exemple, ce n'est plus possible d'envoyer des poulets élevés en batterie ici, de mauvaise qualité, vers des pays africains, qui entrent directement en concurrence avec les productions locales. On note aussi une évolution des mentalités dans le monde paysan qui montre une prise de conscience des problèmes. Dans l'enseignement agricole, les pratiques et les contenus enseignés changent.

Hulot dit vouloir doubler la surface cultivée en bio...

Oui et dans le même temps le gouvernement supprime les aides au maintien en bio, après la conversion en bio, qui pourraient être ramenées à trois ans, après le paysan ne touchera plus rien. C'est une contradiction. On sait que pour le ministre Travert, l'agriculture bio c'est le développement de « l'agriculture connectée », comme on l'a vu au salon. Comme si les robots et autres machines informatiques étaient l'avenir de l'agriculture. Travert est un boulet !

La victoire à Notre-Dame-des-Landes pose une question qui nous est chère : à qui appartient la terre ?

Nous disons que celles et ceux qui ont été expropriés doivent récupérer leurs terres. Mais aussi que celles et ceux qui la cultivent, et veulent continuer à le faire, puissent bénéficier d'arrangements juridiques qui leur permettent. Pour nous « la terre à celles et ceux qui la travaillent » doit être une réalité.

Vous sentez-vous concernés par la lutte des cheminotEs contre la réforme de la SNCF ?

Nous dénonçons la fermeture des petites lignes de chemin de fer, comme le préconise le rapport Spinetta. Le monde rural a besoin de

LIBÉRER L'AGRICULTURE DU CAPITALISME

C'EST URGENT !

Dans l'agriculture, les crises qui se succèdent créent des dérèglements, du chaos, pour les paysanEs eux et elles-mêmes d'abord, pour les consommateurEs et pour l'environnement. Comme la nuée porte l'orage, le système capitaliste porte dans ses gènes des cycles de perturbations, son lot de misère et de destructions. Il ne peut survivre qu'en mettant en concurrence, en éliminant, en produisant toujours plus, dans le seul but d'amasser des profits toujours plus gros. Il faut en sortir !

Le NPA fait des propositions pour en finir avec l'agriculture intensive, productiviste, industrielle, dopée à la chimie. Il veut défendre une agriculture qui renoue avec ses fondamentaux : nourrir sainement et suffisamment la population de manière diversifiée et en tenant compte des saisons, permettre aux paysanEs de vivre correctement de leur travail avec un vrai revenu, mais aussi lutter contre le réchauffement climatique et participer à l'aménagement des territoires. Nous voulons en discuter avec les premierEs concernéEs.

DES MESURES D'URGENCE

Les exigences portées par les syndicats et que nous soutenons – accès à la prime d'activité et au RSA, déclenchement automatique de l'instruction pour les autres aides (logement, santé, allocations familiales, aides d'urgence, tarifs sociaux...) – accès à un service de remplacement gratuit... illustrent les situations de détresse et de pauvreté que vivent les paysanEs victimes de la crise.

IL N'Y A AUCUNE RAISON POUR QU'À QUALIFICATION ÉGALE UN.E PAYSAN.E GAGNE MOINS QU'UN.E SALARIÉ.E

Un revenu minimum rémunérant dignement la production et les autres services.

NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

ces lignes comme de tous les autres services publics. Les politiques de désertification des territoires ruraux continuent. Tout concentrer sur les grandes métropoles est un choix politique grave.

Une question qui fâche : que pensez-vous du plan « loup » de Hulot ?

Il ne satisfait personne et surtout pas nous ! Il faut comprendre que pour les éleveurs, perdre des bêtes est un

choc. Quand un loup attaque une brebis, c'est tout un troupeau qui en porte les séquelles : animaux traumatisés, troubles de la fécondité des femelles... Nous sommes contre la conditionnalité des aides, pour les tirs de défense, pour le piégeage non létal, en fait pour une véritable politique de gestion de l'espèce qui tienne compte de la diversité des élevages.

Propos recueillis par la Commission nationale écologie

L'image de la semaine



Vu ailleurs

ENVIRONNEMENT ET GÉNÉTIQUE. Il ne façonne pas seulement les personnalités ou l'ambiance familiale : le vécu se transmet aussi de génération en génération, de façon toute biologique, via des mécanismes dits épigénétiques. [...]

En 2013, des chercheurs ont appris à des souris à craindre l'odeur de l'acétophène (qui évoque l'amande). À chaque fois que cette odeur planait, elles recevaient une décharge électrique. Or les descendants de ces souris, jusqu'à la troisième génération, se sont révélés eux aussi nerveux en présence d'acétophène, bien qu'ils n'y aient jamais été exposés. Des résultats qui suggèrent que les peurs peuvent se transmettre... biologiquement.

Depuis quinze ans, ces curieuses découvertes se multiplient. Et si elles affolent la communauté scientifique, c'est qu'elles obligent à repenser ce qui fonde notre identité.

Nos aïeux ne nous transmettent pas que des gènes ; leurs conditions de vie entrent désormais dans l'équation. Leur vécu semble bel et bien s'inscrire, d'une façon ou d'une autre, au cœur des cellules. De quoi se demander si la théorie de Jean-Baptiste de Lamarck sur l'hérédité des caractères acquis n'a pas été balayée un peu vite, au 19^e siècle : « Aujourd'hui, il paraît évident que la théorie de Lamarck est plausible. La transmission de l'influence de l'environnement sur plusieurs générations est indéniable, affirme Isabelle Mansuy, professeure en cognition moléculaire à l'université de Zurich. La vision que l'on avait de l'hérédité, reposant uniquement sur les gènes, était tout simplement fautive. » [...]

Longtemps, les scientifiques ont cru que ces traces laissées par les épreuves de la vie étaient effacées lors de la formation des gamètes (les ovocytes et les spermatozoïdes) et au moment de la fécondation, la division cellulaire « diluant » les marques épigénétiques. L'embryon subirait ainsi un nettoyage complet, une remise à zéro lui permettant d'écrire sa propre vie sur une page blanche. Mais il semble, aujourd'hui, que tout ne soit pas effacé...

Quels que soient les mécanismes sous-jacents, une brèche s'est ouverte dans le tout-génétique et les conséquences sont de taille, y compris pour la santé. Des études menées chez la souris ont montré que des traumatismes psychologiques pouvaient entraîner des troubles du comportement chez les souris de deux générations plus tard.

« Le vécu des parents se transmet-il aux enfants ? », Sciences & Vie, 13 février 2018.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	6 mois 28 € / 1 an 56 €	6 mois 20 € / 1 an 40 €	
Mensuel	6 mois 22 € / 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	6 mois 50 € / 1 an 100 €	6 mois 38 € / 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
14 € par trimestre	25 € par trimestre	10 € par trimestre	19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse : Ville :
Code postal :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org